

CANADIAN THESES ON MICROFICHE

I.S.B.N.

THESES CANADIENNES SUR MICROFICHE



National Library of Canada  
Collections Development Branch

Canadian Theses on  
Microfiche Service

Ottawa, Canada  
K1A 0N4

Bibliothèque nationale du Canada  
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes  
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

THIS DISSERTATION  
HAS BEEN MICROFILMED  
EXACTLY AS RECEIVED

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

LA THÈSE A ÉTÉ  
MICROFILMÉE TELLE QUE  
NOUS L'AVONS REÇUE

Sur les problèmes de l'"étatisme" et du  
"réductionnisme de classe" dans l'analyse  
de la question nationale.

Thèse présentée à l'École des  
études supérieures de l'Université  
d'Ottawa en vue de l'obtention  
de la maîtrise en sociologie.

par Claude Guindon

Université d'Ottawa  
Ottawa, Canada, 1982

Je tiens à remercier tout particulièrement Denise  
pour sa patience et son soutien durant toute  
la période de rédaction de ce travail et  
Roberto pour des conseils fort judicieux  
et une présence toujours appréciée.

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
I. Marx, Kautsky et Lénine; le problème de .. l'"Etatisme" dans leur analyse de la question nationale.....	11
1. Marx et l'internationalisme prolétarien.....	13
2. Kautsky; le théoricien de l'Etatisme national.....	22
3. La théorie de l'autodétermination chez Lénine.....	25
II. L'Etat, lieu unique du politique.....	41
III. Sur la distinction entre le réel et l'imaginaire..	66
IV. Pour une conception non mécanique du rapport des classes à l'idéologie.....	78
V. Hégémonie, démocratie et populisme; la toile de fond dans l'analyse de la question nationale.....	99
CONCLUSION.....	127
Ouvrages cités.....	132

## INTRODUCTION

S'il ne fait aucun doute, qu'à l'intérieur de la théorie marxiste, l'orientation des recherches sur les revendications nationales a varié en fonction des conjonctures et de l'émergence d'enjeux particuliers, il demeure qu'elle a varié également selon la nature des problématiques. C'est sur ce dernier aspect que porteront prioritairement les quelques réflexions développées dans ce texte. Nous serons préoccupés par la façon dont un courant dominant à l'intérieur du marxisme a posé théoriquement l'analyse de la question nationale.

Quand on prétend qu'aucune véritable théorie marxiste n'est possible dans le domaine de la question nationale ou qu'il ne peut y avoir, par définition, de marxistes là où il y a des nationalistes, c'est que dans la plupart des cas, on associe toutes formes de revendications nationales aux discours politiques et idéologiques des classes ou fractions de classes dominantes. Nous croyons que ces différentes allégations ne sont peut-être vraies

que si on les replace dans un certain corpus théorique. Notre intention n'est pas de faire le point sur l'ensemble des catégories analytiques qui sous-tendent cette conception que nous qualifierons de réductionniste - tâche qui dépasse évidemment notre propos - mais plutôt de présenter une analyse plus en profondeur de deux éléments ou difficultés majeures qui sont au cœur des débats sur la question nationale; le rapport de la nation à l'Etat et le problème de l'analyse des idéologies.

Notre travail ne se propose donc pas comme objectif de suggérer une théorie globale et définitive de la question nationale mais bien d'en arriver à l'élucidation et à la compréhension de certaines interprétations qui contribuent, encore aujourd'hui, à permettre à la théorie marxiste de se défilier face à la complexité d'un phénomène qui, malheureusement pour certains penseurs de la fin du dix-neuvième et du début du vingtième siècle, n'a jamais été appelé à disparaître.

Depuis Marx et Lénine, jusqu'à Bourque, il semblerait que la question nationale, posée sous l'angle

exclusif des classes sociales, trouverait son point central d'analyse dans l'Etat. En soutenant que "la théorie léniniste de la question nationale se révèle donc comme une théorie de l'Etat national"<sup>1</sup> et que cette théorie "...soumet radicalement l'analyse de la question nationale à celle de la lutte des classes",<sup>2</sup> nous croyons que ce marxisme s'est trouvé à faire preuve de deux réductionnismes qui sont à la base de sa prise de position vis-à-vis l'analyse de tout phénomène national. En faisant appel à une conception mécanique du rapport des classes sociales à l'idéologie, il considérait souvent le nationalisme comme idéologie consciente des seules classes bourgeoises ou petites bourgeoises. Deuxièmement il délimitait l'analyse de tout phénomène national à l'intérieur de l'espace idéologique de l'Etat-nation.

C'est sur cette toile de fond que notre problématique générale peut s'énoncer de la façon suivante; dans quelle mesure la conception étatiste et mécanique du rapport des classes sociales à l'idéologie, telle que suggérée par un courant dominant de la réflexion marxiste

dans l'analyse de la question nationale; est-elle reliée à une perception erronée des conditions idéologiques de l'efficacité du procès politique?

En conférant à tout élément idéologique nationalitaire une connotation classiste bourgeoise ou petite bourgeoise et en formulant la théorie du politique dans les termes mêmes du discours nationaliste que l'Etat tient sur lui-même, nous pensons que la démarche marxiste s'est enlisée dans les sentiers battus du discours nationaliste bourgeois tel qu'il organise l'Etat et les classes en lui. L'Etat, hier instrument du pouvoir de classe, serait censé représenter aujourd'hui le foyer de politisation de la société, comme si la lutte de classe tant au niveau idéologique que politique était nécessairement et inévitablement canalisée dans l'Etat. L'acceptation de cette thèse s'accompagne généralement de la certitude que tout sens refluant vers l'Etat représente un avancement pour la société en général, idéologie, selon nous, conforme au modèle bourgeois de l'Etat-nation. Dans le cadre de l'analyse de certaines

thèses centrales chez Lénine, Christine Buci-Glucksmann affirmait à ce propos: "Péchant par une sorte d'optimisme étatique, il relie toujours le capitalisme d'Etat à la massification et politisation des classes et couches révolutionnaires, ou même à l'antichambre du socialisme."<sup>3</sup>

Nous sommes maintenant en mesure de préciser davantage ce rapport que nous tentions d'établir entre cette conception étatiste et le problème du réductionnisme de classe dans l'analyse des idéologies. En effet l'objectif premier de ce travail sera de tenter de démontrer, qu'en fait, l'idéologie nationale est un élément idéologique, d'appartenance non classiste, pouvant être articulé au discours idéologique structuré de l'une des deux classes antagonistes. Nous émettrons l'hypothèse suivante; dans le cas de l'idéologie de l'Etat-nation, cette dernière se trouve articulée au discours idéologique de la bourgeoisie, qui se trouve à reproduire la nation et les classes dans l'Etat.

Tout le sens refluant vers l'Etat-nation, ceci permet à la bourgeoisie d'intégrer les éléments idéologiques

qui relèvent de la contradiction entre le peuple et le bloc au pouvoir, neutralisant ainsi tout leur potentiel antagonique. Nous croyons que si la théorie marxiste posait la question nationale sur un espace politique et idéologique autre que celui de l'Etat-nation, elle ne se réfugierait plus derrière une position attentiste ou défensive mais chercherait plutôt à exacerber et non plus neutraliser ce potentiel antagoniste qui, à l'intérieur de certaines formations sociales concrètes, est souvent un élément prépondérant. A notre avis il s'agirait pour les classes dominées de chercher à désarticuler l'élément idéologique national du discours idéologique de la classe dominante et le réarticuler, dans le cadre d'une stratégie populiste de changement social, à l'intérieur du discours idéologique des classes dominées.

Derrière toute notre réflexion, se laissera découvrir, de manière facilement perceptible, une conception du changement social et de la transformation au socialisme qui varie sensiblement des formulations les plus communes du discours marxiste. Au centre de ces préoccupations se trouvent les énoncés tant théoriques que politiques

concernant la possibilité de réaliser, sur la base d'un parti fortement structuré, le dépérissement d'un Etat qui, sous plusieurs de ses aspects, prend l'allure de l'Etat que l'on avait si vertement condamné.

Nous inspirant de certaines élaborations gramsciennes; il nous paraît inconcevable de prendre d'assaut la machine étatique sans préalablement changer les assises sur lesquels il s'appuie. Si l'objectif premier de la lutte politique et idéologique n'est plus le renversement de l'appareil d'Etat, il devient alors primordial de faire l'examen des différentes formes qu'elle peut emprunter. De plus notre conception de la lutte politique et idéologique devrait permettre d'accorder un statut sensiblement différent à des revendications nationales longtemps considérées comme étant, ou bien réformistes ou bien négligeables.

En résumé, nous pouvons affirmer que l'enjeu fondamenta] qui se dessine derrière ce travail est de signaler que certaines pratiques politiques et idéologiques, que le marxisme fait souvent siennes; sont peut-être des voies sans issue; nous songeons particulièrement à la

revendication nationale en tant que pratique qui institue la nation dans l'Etat et le socialisme comme organisation politique qui continue de produire l'Etat comme lieu unique de contrôle de l'existence collective. Loin de suggérer une ou des voies qui mèneraient à la construction de la communauté dont l'Etat est la négation, ce travail tente plutôt de mettre en évidence les possibilités qu'offrent les luttes politiques et idéologiques sur le terrain de la société civile en fonction d'une direction démocratique et populaire, conforme aux revendications des classes opprimées.

Ainsi, nos propos s'organisent sur la base de trois thèmes principaux; dans un premier temps nous nous intéresserons aux fondements et caractéristiques de cette position "étatiste" dans l'analyse de la question nationale; ensuite nous serons concernés par l'examen critique d'une conception dominante de l'analyse des idéologies à l'intérieur de la théorie marxiste; finalement nous serons préoccupés par le place que peuvent occuper les revendications nationales à l'intérieur d'une stratégie populiste de

de transformation sociale. Loin de vouloir présenter une synthèse articulée de diverses formulations théoriques, cette dernière partie du travail, plus spéculative, ne se propose que de suggérer des voies possibles de recherche qui donneraient un sens différent à certains types de revendications nationales.

1. BOURQUE, Gilles, L'Etat capitaliste et la question nationale, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1977, p. 59.
2. BOURQUE, Gilles, Ibid., p. 61-62.
3. BUCI-GLUCKSMANN, Christine, Le défi social-démocrate, Paris, Maspero, 1981, p. 97.

I. MARX, KAUTSKY ET LENINE; LE PROBLEME DE L'"ETATISME"  
DANS LEUR ANALYSE DE LA QUESTION NATIONALE.

Depuis deux décennies, la reviviscence des mouvements nationaux et/ou régionaux, dans les pays du capitalisme central, a donné lieu, à l'intérieur des cadres de l'analyse marxiste, à la reprise d'une problématique déjà travaillée en ce début de siècle. Plusieurs des chercheurs effectuant un retour aux origines de certaines élaborations marxistes concernant le phénomène national convergent souvent vers un objectif commun; rompre cette aliénation marxiste qui a trouvé sa satisfaction dans la soi-disante théorie léniniste d'adroit à l'autodétermination nationale.

Le première grande partie de notre travail s'intéressera au problème de l'étatisme dans l'analyse de la question nationale à l'intérieur de deux étapes de la réflexion bien particulières; tout d'abord, l'époque de la formation des grands espaces étatiques, à travers les écrits de Marx, Engels et Kautsky, et du plein développement de la problématique de l'impérialisme chez Lénine; ensuite, celle, plus contemporaine, du débat à

l'intérieur de la formation sociale québécoise, centré particulièrement sur les travaux de Bourque, Halary, Laurin-Frenette et Mascotto. Il ne s'agira pas, pour nous, de présenter, dans son entièreté, l'ensemble des propositions de ces auteurs qui touchent, de près ou de loin, à la problématique nationale, mais surtout de faire ressortir certaines prises de position qui ont contribué à envenimer ce problème de l'étatisme.

L'affirmation selon laquelle les premières indications de Marx, Kautsky et Lénine, entre autres, n'aient pas été de nature à mettre un terme aux hésitations - tant politiques que théoriques - concernant le phénomène national n'implique pas nécessairement qu'il faille les reléguer aux oubliettes; au contraire, à l'intérieur même des nombreux débats actuels, plusieurs auteurs et partis politiques prétendent s'en inspirer.

Pour nous aider à réaliser notre travail, nous nous servirons abondamment de l'anthologie reproduite dans l'excellent ouvrage de Haupt, Lowy et Weill, Les marxistes et la question nationale 1948-1914.

## 1. Marx et l'Internationalisme Prolétarien

Les premiers écrits de Marx et Engels dans le domaine national se sont tenus lors des conflits révolutionnaires de 1848, en ce printemps des peuples et en cet échec de la formation d'une grande Allemagne démocratique. La forme nationale était perçue, chez Marx, comme un phénomène qui serait apparu avec la fin du dix-huitième siècle et qui correspondrait à une période généralement indispensable de développement pour toutes les sociétés. On attribuerait les causes de cette étape à des forces particulières, retrouvées au sein des formations sociales concernées.

Ainsi, le nationalisme surgirait en tant que nécessité interne et déterminée, associée par Marx avec, par exemple, la création d'un marché économique ou l'expansion d'une bourgeoisie nationale viable. Plus important encore est le fait que ce stade de l'évolution de la société pointerait en tant que condition préalable nécessaire d'une étape subséquente, plus satisfaisante, connue sous la notion d'internationalisme. Conséquemment, un nationalisme modéré est apprécié, un nationalisme abusif, allant

au-delà de ces limites historiques, est perçu comme ~~délétère~~, voire même dangereux. La position économiste de Marx et Engels allait transparaître lorsqu'ils affirmaient leur ferme conviction en la disparition des barrières nationales à l'intérieur même des lois économiques du développement capitaliste.

"Les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent déjà de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent".

C'est dans un contexte de changement structurel fort important que se présente le problème national à l'époque de Marx et Engels:

"La perspective dans laquelle se situent Marx et Engels lorsqu'ils abordent la problématique nationale est celle des transformations structurelles qu'implique le développement du capitalisme: la création de grandes entités nationales, de grands espaces étatiques centralisés, condition préalable à un développement historique allant dans le sens du progrès social".<sup>2</sup>

L'acceptation du progrès, comme devant nécessairement, à une phase du capitalisme, être introduit par les Etats avancés dans les sociétés arriérées, était vouée à un grand avenir. Cependant un problème allait se poser; comment allait-on faire accepter passivement ce principe aux nations opprimées? D'après Marx, l'internationalisme correspondrait à un postulat en vertu duquel le rôle premier du mouvement ouvrier serait, non de soutenir la lutte de chaque nation pour son indépendance, mais plutôt de promouvoir l'unification, puis l'expansion des pays les plus "grands", les plus aptes à achever l'industrialisation capitaliste; condition apparemment fondamentale à l'avènement du socialisme qui, par un progrès centrifuge, gagnerait ensuite d'autres pays moins avancés. En conséquence, ces derniers devraient donc se contenter de guetter les "retombées" de la révolution et sacrifier leur existence nationale. Soulignons que cette prise de position doit être examinée à la lumière de la ferme croyance de Marx en la révolution prochaine sur le continent européen; "...le critère du progrès social ne devient opératoire qu'inséré dans une conjoncture précise des relations internationales, clé de voute d'une stratégie fondée sur la perspective d'une révolution européenne imminente."<sup>3</sup>

C'est suite à la reconnaissance de ce problème fondamental qu'émaneront, au tournant du siècle, bon nombre des polémiques entourant le phénomène national. Plusieurs représentants des mouvements ouvriers des peuples opprimés, tels Connelly et Bauer, ne percevront jamais l'amalgame des minorités comme un facteur de progrès mais chercheront plutôt une synthèse entre affranchissement nationale et libération sociale. Alors que le premier tentait d'assurer au mouvement ouvrier l'hégémonie dans les mouvements de libération nationale, le second sera l'un des premiers à distinguer, ne serait-ce que partiellement, la nation de l'Etat et à reconnaître que les nations "sans histoire", loin d'être appelées à disparaître, sont des forces qui rejoignent le prolétariat. En même temps, certains porte-paroles de la classe ouvrière demeureront fidèles aux premières indications de Marx et Engels et continueront de prôner la subordination de l'intérêt national aux impératifs de la libération sociale.

Pour l'instant, revenons aux premières prises de position politiques de Marx et Engels dans le domaine national. Si le développement du capitalisme connaîtra des transformations structurelles importantes, surtout à

l'époque de l'impérialisme, il demeure que nous pouvons relever une constante se trouvant à la base des prises de position politiques et théoriques du marxisme classique; il s'agit de la nécessité d'élaborer, pour chaque pays traversé par une quelconque forme de revendication nationale, une attitude tactique. C'est ainsi que les penseurs marxistes de l'époque retiendront ou laisseront tomber certaines catégories analytiques selon qu'elles peuvent être articulées à telle ou telle situation concrète.

"C'est devant la nécessité de définir une attitude tactique, d'élaborer un programme politique qu'ont été tentés les essais de conceptualisation, que se sont modifiées ou développées, on été conservées ou adaptées des solutions à peine ébauchées par les fondateurs."

S'inspirant de la théorie d'origine hégélienne des "peuples non historiques", Marx et Engels reprendront, par la plume de ce dernier, la désormais célèbre distinction entre "nations historiques" et "peuples sans histoire," c'est-à-dire, pour ces derniers, sans justification étatique antérieure et voués à la disparition parce qu'ils n'ont pas assez de ressources pour mener à terme leurs

revendications d'autonomie nationale. Haupt formulait ainsi cette thèse centrale chez Marx;

"Au stade du capitalisme, l'Etat national est une formation indispensable, un jalon sur la voie de l'internationalisme et de la disparition des antagonismes nationaux. Les modifications qui interviennent sur la carte de l'Europe doivent favoriser la formation et la consolidation de grandes nations viables, de grandes entités étatiques, nécessité historique, voire condition du progrès du monde civilisé tout entier."

Déjà on remarque que ce raisonnement s'inscrit dans l'acceptation de l'étatisme national et ferme la porte au questionnement sur la nationalité et celle de ses fondements démocratiques. C'est par-dessus la discrimination des peuples sans histoire et de la sélection naturelle des Etats forts que les choix tactiques ou stratégiques se font, en conjoncture, suivant les chances révolutionnaires ou la puissance de réaction; ceci dans la mesure où l'Etat-nation, pour exister, devait répondre au critère d'utilité à la cause révolutionnaire et de son aptitude à défendre et à promouvoir le progrès économique. Ainsi, à propos des Slaves, Marx devait affirmer que si ces derniers,

"...avaient entamé une nouvelle histoire révolutionnaire, ils auraient par là même donné la preuve de leur vitalité. Dès cet instant, la révolution aurait eu quelque intérêt à leur libération et l'intérêt particulier des Allemands et des Magyars s'effaçait devant l'intérêt supérieur de la révolution européenne."<sup>6</sup>

Mais, comme ce ne fut pas le cas, les Slaves, à l'instar de plusieurs nations n'ayant pas la moindre existence historique - à l'exception des polonais - furent toujours considérés par Marx et Engels comme "... les instruments principaux des contre-révolutionnaires. Réduits chez eux en esclavage, ils furent à l'étranger les oppresseurs de toutes les nations révolutionnaires..."<sup>7</sup> Des Etats, ou plus exactement leurs politiques et leurs gouvernements, qui sont appelés des nations, sont ainsi qualifiés de contre-révolutionnaires ou de révolutionnaires au mépris même des mouvements de libération nationale. La question nationale se trouve soumise aux exigences de l'évolution générale dont la lutte de classe prolétarienne constitue la seule force motrice.

Sur la base de ces quelques réflexions, nous pouvons déjà tirer une conclusion très significative; le

développement capitaliste serait, selon Marx, peu compatible avec les aspirations à l'indépendance de toutes les nationalités. On peut même alléguer que les mouvements nationalistes apparaissent comme un frein au plein épanouissement du mode de production capitaliste.

Alors, comment expliquer cette farouche opposition de Marx à ces mouvements de libération nationale? La réponse à cette interrogation - qui constitue un point de convergence chez la plupart des penseurs marxistes de l'époque - est de première importance si notre intention est d'éclaircir certaines prises de position de ces auteurs et les conséquences théoriques et pratiques qui l'accompagnent; il paraîtrait que le passage du capitalisme au socialisme nécessiterait le développement de certaines conditions économiques et politiques, c'est-à-dire le plein épanouissement du capitalisme et la formation de grands espaces étatiques. La lutte des classes doit s'ajuster à ces mouvements économiques et politiques, jusqu'à l'internationalisation du prolétariat. Cette insertion de la fin révolutionnaire et de son agent historique qu'est l'organisation ouvrière justifiée, en dernière instance, les choix conjoncturels de telle ou telle cause nationale.

La ligne de conduite adoptée par Marx dans la question irlandaise s'inscrit directement à l'intérieur de cette ligne de pensée; car, si l'Internationale a toujours insisté pour mettre au premier plan le conflit entre l'Angleterre et l'Irlande et prendre ouvertement parti pour cette dernière, c'était dans le but d'éveiller, dans la classe ouvrière anglaise, la conscience que l'émancipation nationale de l'Irlande n'était pas pour elle une question abstraite de justice mais la première condition de sa propre émancipation sociale. Ceci, dans la mesure où:

"L'Angleterre, métropole du capital, puissance jusqu'ici dominante du marché mondial, est pour le moment le pays le plus important pour la révolution ouvrière, et, de surcroît, le seul pays où les conditions matérielles de cette révolution soient parvenues à un certain degré de maturité. Aussi l'Association Internationale des travailleurs vise-t-elle avant tout à hâter la révolution sociale en Angleterre. Et le seul moyen d'y parvenir, est de rendre l'Irlande indépendante".

Dans le cas d'autres mouvements, d'émancipation nationale, il paraîtrait vain de s'opposer à cette progression de la force matérielle; ce serait pêcher contre l'histoire

et les lois scientifiques que de défendre en particulier les spécificités des anciennes communautés rurales.

Sur quelle construction théorique repose cet acte de foi du marxisme fondateur sur la mission historique du capitalisme et de la bourgeoisie, que ce soit dans le domaine national ou dans le domaine démocratique? Cette croyance s'appuie sur une construction théorique reproduite à partir du modèle de l'Etat-nation.

Comme nous le verrons également dans l'analyse de la théorie du droit à l'autodétermination chez Lénine, l'erreur fondamentale du marxisme orthodoxe résiderait "...dans l'adoption non critique de la part des révolutionnaires, des cadres politiques hérités de l'époque ascendante du capitalisme",<sup>9</sup> et de l'idéologie de l'Etat national qui l'accompagne. Voilà ce qui constitue, à notre avis, la critique fondamentale que l'on doit adresser aux fondateurs et, à plusieurs de leurs successeurs qui continuent d'alimenter la même confusion.

## 2. Kautsky; le théoricien de l'Etatisme national.

Très proche collaborateur d'Engels, considéré par plusieurs comme son héritier, Kautsky se chargera d'énoncer

sa théorie de la génèse, de la formation et de la .  
disparition de la nation, position qui deviendra rapidement  
celle de l'orthodoxie marxiste. Il est en quelque sorte  
le chef de file des diverses articulations idéologiques  
et tactiques développées entre les marxistes au tournant  
du siècle. Jusqu'à la première guerre mondiale, il occupe  
effectivement une place centrale grâce à ses interprétations  
et aux solutions pragmatiques qu'il prône. C'est autour de  
lui que se rapportent les autres recherches et propositions.  
Il devient le représentant de la tradition marxiste auprès  
de qui Lénine acquiert sa formation.

En plus de s'efforcer de dégager d'un certain  
héritage marxiste, c'est-à-dire des principes d'explication  
 conomique, une conception de la nation, ses recherches  
constituent en fait la première tentative de théorisation  
de l'étatisme national et du rapprochement presque  
inconditionnel entre la forme d'organisation politique de  
la bourgeoisie et la future forme d'organisation politique  
du prolétariat.

Il reprend l'idée d'Engels selon laquelle le  
modèle national, à l'époque du capitalisme avancé et de

La démocratie bourgeoise, ne saurait être autre que l'Etat-nation, dans la mesure où le grand Etat national représente l'organisation normale de la bourgeoisie régnante en Europe. Il reconnaît que cette forme d'organisation est indispensable à l'établissement d'une coopération internationale harmonieuse sans laquelle le gouvernement du prolétariat est irréalisable. Cependant, Kautsky se garde bien de renvoyer les nationalités à l'histoire ancienne, constatant bien leur présente existence.

"La forme classique de l'Etat moderne est l'Etat national. Mais les formes classiques existent en général simplement comme tendances, il est rare qu'elles soient développées de façon parfaitement typique. Tout comme la forme classique du mode de production moderne est la grande industrie capitaliste, avec laquelle de nombreux restes des formes de production antérieures continuent à exister il n'y a aujourd'hui aucun Etat national pur, aucun Etat qui embrasserait la nation entière, ou qui ne comprendrait, en outre, totalement ou par fragments, d'autres nations."

C'est sur cette toile de fond et par la volonté de dépassement politique selon une perspective de

révolution prochaine, que se distinguent très tôt Rosa Luxembourg et Lénine par la suite, dont la réflexion cependant ne deviendra neuve que beaucoup plus tard.

### 3. La théorie de l'autodétermination chez Lénine.

Sans avoir hérité d'une théorie nationale définie ou cohérente, Lénine disposait quand même de quelques évidences et d'une profonde conviction; alors que l'importance du fait national à l'époque du capitalisme et l'aliénation nationale de ceux n'appartenant pas aux classes dirigeantes ne semblent laisser planer aucun doute, on a la ferme croyance que le triomphe du prolétariat solutionnera quasi automatiquement la question nationale parce que les nations péricliteront avec sa venue au pouvoir.

L'approfondissement de la problématique de l'impérialisme a sûrement donné lieu, chez Lénine, à un élargissement de la réflexion dans le domaine national. Il n'en demeure pas moins que ce dernier continue à employer la même méthodologie marxiste que ses prédécesseurs;

à l'intérieur du contexte social général, il s'agit de repérer les situations concrètes où le problème national se pose avec acuité pour ensuite déterminer dans quelle mesure il est possible de rallier la force que représentent ces luttes nationales à la cause du prolétariat.

La question nationale étant devenue, à la veille de la première guerre mondiale, un problème crucial pour la classe ouvrière russe, Lénine formulera des réponses originales qui résulteront moins du mûrissement de sa réflexion mais des exigences de la pratique politique. Un examen de la situation politique prédominant en Russie permettra, à ce dernier, de formuler la théorie du droit à l'autodétermination nationale, c'est-à-dire le droit, pour chaque nation, de déterminer son avenir politique. Toutefois, il admettra de façon presque paradoxale sa fidélité à l'union dans le cadre de l'Etat centralisé:

"Toutes conditions étant égales, le prolétariat conscient sera toujours partisan d'un Etat plus grand. Il luttera toujours contre le particularisme médiéval et verra toujours d'un oeil favorable se renforcer la cohésion économique de vastes territoires sur lesquels pourra se développer largement la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie."

Cette inconséquence de la théorie léniniste engendre des problèmes non seulement théoriques, mais aussi au niveau de la pratique politique et, surtout, à celui de la mise en application de ce droit à l'autodétermination nationale.

Il distinguera deux périodes du capitalisme à l'intérieur desquelles les mouvements nationaux diffèrent considérablement; une première, à l'époque du capitalisme ascendant, correspond aux besoins de la constitution des structures étatiques nationales et, une seconde, celle du capitalisme développé, où les contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie sont bien développées, et qui se distingue par la disparition des particularités nationales due à la réorganisation des rapports économiques au niveau mondial. C'est à partir de ces quelques constatations que Lénine, citoyen d'un empire multinational, non seulement reconnaît l'importance de tenir compte des aspirations particulières des groupes nationaux, mais leur accorde une place importante dans ses ouvrages.

A l'origine, on se souviendra que la position de Lénine était conforme à celle émise par la Deuxième

Internationale qui avait précisé sa position en manifestant son soutien au droit des nations à disposer de leur destin tout en insistant sur la solidarité internationale du prolétariat qui, éventuellement, devait transcender et annihiler toutes les barrières nationales. Chez Lénine, la forme nationale apparaît essentiellement comme un phénomène transitoire. Présentant la théorie léniniste, Haupt devait ainsi remanier une des thèses fondamentales de ce dernier portant sur la disparition à plus ou moins long terme des divisions nationales.

"Le capitalisme mûr où les antagonismes entre bourgeoisie et prolétariat sont fortement développés se caractérise par la destruction des barrières nationales, par l'unité internationale du capital et de la vie économique, par la résorption des particularités nationales".<sup>12</sup>

Plusieurs des travaux de Lénine laissent croire que ce dernier était fortement désappointé du travail accompli par Staline et sa définition objectiviste de la nation. Souvenons-nous de cette définition: "La nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique

qui se traduit dans une communauté de culture."<sup>13</sup> Sa définition de la nation est ainsi constituée par un ensemble de traits, propres à former une nation. Prenant pour exemples un certain nombre de formations sociales concrètes, telles la Russie, l'Allemagne et la France, qu'il considère être des nations accomplies, Staline se proposa d'abord de répertorier ce qui avait de commun à tous ces ensembles délimités par un Etat. Il retiendra sept critères qui, selon lui, sont indissociables et doivent tous être réunis pour être en mesure d'affirmer l'existence d'une nation: "Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnées ne suffit, pris isolément, à définir la nation. Bien plus: il suffit qu'un seul de ces indices manque pour que la nation cesse d'être nation".<sup>14</sup> Qu'arrive-t-il si, à l'intérieur de ces groupes, quatre, cinq ou seulement six de ces critères ne sont satisfaits?

Non seulement cette façon d'envisager l'analyse de la question nationale est typiquement empiriste dans la mesure où aucun de ces critères n'implique pas nécessairement l'autre, mais elle semble toujours extérieure à la réalité

des classes sociales et ne fait jamais implicitement référence au contexte historique de la Russie, ce qui, manifestement, ne répond pas aux attentes de Lénine. Ce dernier recherchait moins, dans les travaux de Staline, une définition universelle de la nation qu'un polémiste en mesure d'engager le débat face à la montée des revendications nationales en Russie. D'autre part, il reprochera à Staline de mettre de l'avant certains concepts qui lui étaient toujours apparus comme étant externes à une problématique marxiste; "Dans sa définition de la nation et dans la discussion où il s'engage ensuite, Staline met en avant deux concepts: culture nationale et psychologie nationale, ou encore communauté de vie psychique, et insiste sur leur importance, alors que Lénine les qualifiait généralement de bourgeois".<sup>15</sup>

En même temps, Lénine se retrouve coincé entre deux courants de pensée opposés où s'affrontent, d'un côté, des raisons idéologiques chez les austro-marxistes et, de l'autre, des raisons tactiques chez les bolchéviques de gauche. Il reprochera aux premiers la déconsidération de plusieurs catégories marxistes fondamentales. Ne défendant le droit des nations que temporairement, pour le

service qu'elles peuvent rendre à la cause du mouvement ouvrier, il ne peut considérer, à l'instar de Bauer, la nation comme catégorie permanente qui survivra au capitalisme car cette idée va à l'encontre de la vocation internationaliste du prolétariat. Il refuse aussi d'admettre l'idée d'une culture nationale, cette dernière ayant toujours, selon Lénine, un caractère de classe, qui ne saurait être autre que celui des classes dominantes. Le prolétariat ne peut reconnaître que la culture internationale du mouvement ouvrier.

D'un autre côté, il reprochera à Rosa Luxembourg et à ses tenants la déconsidération de certaines réalités politiques. La position de l'internationalisme intransigeant consistait à repousser toutes les revendications autonomistes dans la mesure où on considère la problématique nationale comme un corps étranger étant apparu à l'intérieur de la théorie marxiste. Les socialistes n'ont pas à se mêler des revendications démocratiques de la bourgeoisie, et donc de la question nationale. Un des représentants les plus importants de ce groupe, Anton Pannekoek, résumait, de cette façon, quelle devait être la position de la classe ouvrière;

"...le fait national n'est qu'idéologie bourgeoise qui ne prend pas ses racines matérielles dans le prolétariat et qui pour cette raison disparaîtra à mesure du développement de la lutte des classes. Dans ce cas, le fait national n'est pas seulement une apparition passagère dans le prolétariat, mais il constitue alors comme toute idéologie bourgeoise une entrave à la lutte des classes dont la puissance préjudiciable doit être dans la mesure du possible éliminée."<sup>16</sup>

A l'encontre de ses adversaires de gauche, Lénine avait entrepris d'établir le lien entre internationalisme et reconnaissance des aspirations nationales. De 1903 à 1917, il défendra ardemment le principe du droit à l'autodétermination nationale en tant que condition fondamentale de la révolution en Russie et de l'alliance du prolétariat et des mouvements nationaux pour le renversement du pouvoir établi. Demeurant toujours préoccupé par un souci d'internationalisme, l'élaboration de la théorie Léniniste de l'autodétermination sera avant tout la théorie du rôle joué par la seule reconnaissance du principe d'autodétermination.

"La reconnaissance de l'égalité des droits nationaux devait, selon lui, entraîner la disparition rapide des antagonismes nationaux et surtout la solution à court terme de la domination nationale. La reconnaissance et l'application du principe de l'autodétermination devait presque automatiquement générer, d'une part, le désir de fusion des nationalités et, d'autre part, la fin de la domination nationale."<sup>17</sup>

Cette contradiction entre un but avoué, celui de la préférence de l'union à l'intérieur d'un grand Etat, et d'une théorie élaborée dans un objectif stratégique propre à la Russie ne pouvait mener, dès 1917, lors de la mise en application de cette politique d'autodétermination, qu'à une impasse. Si les faits avaient démontré la justesse de ses calculs tactiques, la possibilité pour ces nationalités de choisir librement la séparation allait être mise en veilleuse; "La politique d'autodétermination telle qu'elle a été définie dès 1913 a donc triomphé. Mais au moment même où ces Républiques sont reconnues par le régime soviétique, la phase du libre choix s'achève pour elles; celle de la reconstitution, de l'union plus ou moins volontaire va lui succéder."<sup>18</sup> Cette inconséquence de la position léniniste

allait aboutir, en 1921, et malgré le fait que Lénine se soit toujours objecté à la fusion obligatoire, à la reconquête de la Georgie par l'armée rouge.

"L'autodétermination est un concept dépassé, dit Staline en 1921, l'unité est la seule solution actuellement acceptable et elle va être appliquée à la Georgie. En février 1921, la Georgie des mencheviks est reconquise militairement par l'Armée Rouge et une République soviétique, dirigée par les bolcheviks, est instaurée. C'est l'union forcée dont Lénine a toujours repoussé l'idée. C'est pourtant lui qui lance l'attaque militaire contre la République de Georgie, et s'il recommande alors à ses collaborateurs d'être conciliants avec les mencheviks et avec l'intelligentsia nationale, c'est plus dans un souci d'éviter des complications internationales que parce qu'il a quelques doutes sur l'opportunité de l'opération."

Cette conception de la nation mise de l'avant par Lénine n'avait peut-être pour lui qu'une valeur mobilisatrice. En fait, Lénine n'a pas de conception propre de la nation; pour lui, la nation elle-même n'a de valeur qu'instrumentale, que l'on doit utiliser à seule fin de la faire ensuite disparaître. Comme le précise Hélène Carrère d'Encausse la théorie de l'autodétermination chez Lénine tiendrait son fondement de trois arguments fondamentaux:

"- reconnaître le principe de l'autodétermination, c'est résoudre les difficultés d'un Etat multinational en apportant la paix entre les divers éléments prolétariens des groupes nationaux, donc à l'intérieur du parti... - en même temps, ce programme assure à la classe ouvrière et à son parti, dans la période pré-révolutionnaire, de nouveaux alliés venus des mouvements nationaux non prolétariens, donc renforce la position du parti et accélère le cours de la révolution; - il est enfin un moyen de combattre le nationalisme et d'éduquer le prolétariat dans un esprit internationaliste..."<sup>20</sup>

En considérant le nationalisme comme idéologie consciente des seules classes bourgeoises, et en appliquant une conception mécanique du rapport des classes sociales à l'idéologie, Lénine se trouve à perdre de vue toute spécificité et toute dynamique interne du phénomène national. En limitant la question nationale à son contenu démocratique, Lénine envisage sa résolution du point de vue pragmatique, caractérisé par une politique de concessions.

Comme nous l'avons précédemment évoqué, c'est l'acceptation des cadres et de la forme d'organisation politique du capitalisme qui demeure la critique la plus importante qu'il faut adresser à Lénine. Le confinement

de la question nationale au niveau des droits démocratiques découle d'une conception erronée de la nature des révolutions bourgeoises et du développement historique, comme si le modèle de l'Etat-nation, propre au capitalisme, menait irrémédiablement, de façon presque mécanique, au socialisme et au renversement des nations.

"Le large et rapide développement des forces productives par le capitalisme exige de grands territoires rassemblés et unis au sein d'un même Etat; c'est seulement sur de tels territoires que la classe bourgeoise peut se grouper en anéantissant tous les vieux cloisonnements médiévaux, de caste, de particularismes locaux ou confessionnels, de petites nationalités et autres, en même temps que se groupe parallèlement et inéluctablement à l'autre pôle la classe des prolétaires."<sup>21</sup>

Cette conviction que la révolution bourgeoise a implanté un progrès politique dans son ensemble repose sur un *à priori* fort discutabile; le rôle d'une révolution bourgeoise est d'accomplir un progrès politique coïncidant aux intérêts de cette classe et non pas de faire progresser inconditionnellement la démocratie. Halary et Mascotto devaient ainsi formuler leur point de vue:

"La bourgeoisie n'a pas de mission historique, ni dans le domaine national, ni dans le domaine démocratique. L'é-  
 quation, question nationale résolue dé-  
 mocratiquement = révolution démocratique  
 bourgeoise, repose sur un à priori une  
 pure construction théorique calquée sur  
 l'Etat-nation..."<sup>22</sup>

C'est qu'en profondeur pour Lénine, la nation ne se détache pas de l'Etat; en privilégiant la réalité des grands Etats, la théorie léniniste prétend solutionner la question nationale en la retournant à l'histoire ancienne.

"Mais aussi longtemps et pour autant que diverses nations constituent un seul Etat, les marxistes ne préconiseront en aucun cas ni le principe fédératif, ni la décentralisation. Un grand Etat centralisé constitue un énorme progrès historique conduisant du morcellement moyenageux à la future unité socialiste du monde entier, et il n'y a pas, il ne peut y avoir d'autre voie vers le socialisme que celle passant par un tel Etat (indissolublement lié au capitalisme)."<sup>23</sup>

En considérant la nation comme catégorie du capitalisme ascendant et en alignant la formation nationale

sur le développement économique et le mouvement d'élargissement de l'Etat, on se trouve à assumer l'Etat national. A ce propos, Ariele Yaari affirmait pertinemment que "cette identification inconditionnelle de l'expansion capitaliste avec le progrès, et du centralisme étatique avec l'essence du socialisme à venir est un héritage marxien, adopté avec rigidité."<sup>24</sup>

En ayant comme point central de référence l'imposant travail théorique de Gilles Bourque, L'Etat capitaliste et la question nationale, la prochaine partie de notre travail aura comme ambition de démontrer comment l'acceptation de l'étatisme national s'accompagne généralement d'une perception erronée des conditions idéologiques de l'efficace du procès politique.

1. MARX, Karl, Le manifeste du Parti Communiste, Paris, 10-18, 1962.
2. HAUPT, Georges, LOWY, Michael et WEILL, Claudie, Les marxistes et la question nationale 1848-1914, Montréal, L'Étincelle, 1974, p. 17.
3. HAUPT, Georges, LOWY, Michael et WEILL, Claudie, Ibid., p. 17.
4. HAUPT, Georges, LOWY, Michael et WEILL, Claudie, Ibid., p. 11.
5. HAUPT, Georges, LOWY, Michael et WEILL, Claudie, Ibid., p. 13.
6. ENGELS, Friedrich, "Le panslavisme démocratique", dans Haupt, Lowy et Weill, Ibid., p. 79.
7. ENGELS, Friedrich, Ibid., p. 79.
8. MARX, Karl, "La question irlandaise et l'internationale", dans Haupt, Lowy et Weill, Ibid., p. 99.
9. HALARY, Charles et MASCOTTO, Jacques, "Dialectique matérialiste et matérialisme historique", Les cahiers du socialisme, No. 1, 1978, p. 93.
10. KAUTSKY, Karl, "La nationalité moderne", dans Haupt, Lowy et Weill, Ibid., p. 114.
11. LENINE, Vladimir, "Notes critiques sur la question nationale" dans Haupt, Lowy et Weill, Ibid., p. 329.
12. HAUPT, Georges, LOWY, Michael et WEILL, Claudie, Ibid., p. 57.
13. STALINE, Josef, "Le marxisme et la question nationale", dans Haupt, Lowy et Weill, Ibid., p. 313.
14. STALINE, Josef, Ibid., p. 313.

15. CARRERE, D'ENCAUSSE, Hélène, "Unité prolétarienne et diversité nationale: Lénine et la théorie de l'autodétermination", Revue française de science politique, vol. xxi, No. 2, 1971.
16. PANNEKOEK, Anton, "Lutte de classe et nation", dans Haupt, Lowy et Weill, Ibid., p. 299.
17. BOURQUE, Gilles, L'Etat capitaliste et la question nationale, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 189.
18. CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, Ibid., p. 241.
19. CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, Ibid., p. 243.
20. CARRERE, D'ENCAUSSE, Hélène, Ibid., p. 232.
21. LENINE, Vladimir, Ibid., p. 329.
22. HALARY, Charles et MASCOTTO, Jacques, Ibid., p. 95.
23. LENINE, Vladimir, Ibid., p. 330.
24. YAARI, Arie, Le défi national, Paris, Anthropos, 1978, p. 36.

## II L'ETAT, LIEU UNIQUE DU POLITIQUE

Quelques remarques tirées d'un court texte de Louis LeBorgne<sup>1</sup>, concernant le travail théorique de Gilles Bourque<sup>2</sup>, nous serviront de toile de fond dans notre analyse critique du lien presque inconditionnel que l'on retrouve entre les concepts de nation et Etat, et qui est repris bien simplement par l'expression "Etat-nation". Nous examinerons comment, en ramenant inconditionnellement la nation à l'Etat, on se retrouve invariablement en face d'une perception pour le moins sommaire dans la mesure où la première trouve inexorablement dans le second la limite de sa trajectoire. A l'instar de LeBorgne et d'autres chercheurs, nous affirmerons que cette conception est plus ou moins la copie conforme de l'idéologie bourgeoise de l'Etat-nation.

"Le travail de Gilles Bourque nous a appris jusqu'où peut aller une démarche théorique qui se veut scientifique lorsqu'elle prend pour argent comptant l'idéologie (nationale) dominante. C'est aussi un peu le bilan théorique de la pensée marxiste sur la question nationale jusqu'à il y a quelques années dans les limites des connaissances de l'époque."<sup>3</sup>

Ceci ne veut pas dire que l'idéologie nationale dominante à l'époque actuelle n'est pas celle de l'idéologie

de l'Etat national. Au contraire, "l'idéologie de l'Etat national a un poids tel qu'il a même réussi à piéger une très grande partie de la recherche théorique marxiste". On ne saurait trop insister pour dire que cette ambiguïté a eu de graves conséquences à l'intérieur de la démarche théorique marxiste sur la question nationale.

Est-ce la nation qui a été développée par le mode de production capitaliste et encouragée par la bourgeoisie? Ou ne serait-ce pas plutôt l'Etat national et l'idéologie de l'Etat national? Si, comme nous le croyons, on se doit d'opter pour la seconde proposition, cela signifie qu'il faut se mettre résolument à la tâche d'attaquer l'analyse de la question nationale à un tout autre niveau. Car, ainsi que le fait remarquer LeBorgne avec justesse, "...sur le plan de la production idéologique, l'histoire de l'idéologie nationale devient l'histoire de l'idéologie de l'Etat national".<sup>5</sup>

Si ce dernier a le mérite d'avoir réussi à bien identifier une confusion qui avait laissé des traces depuis les tout premiers pas du marxisme, il n'en demeure pas moins que son travail n'ouvre aucune nouvelle voie d'exploration en ce qui a trait à l'analyse de la question nationale; LeBorgne n'est pas parvenu à tirer toutes les conséquences de cette prise de position étatiste, non plus qu'à la façon d'y échapper. Nous proposons la première hypothèse suivante; il semblerait que depuis les tout premiers pas du marxisme,

de nombreux auteurs auraient formulé la théorie du politique dans les termes mêmes du discours nationaliste que l'Etat tient sur lui-même et ce, depuis la naissance de la société bourgeoise jusqu'à aujourd'hui. Que l'on songe à Lénine ou à Poulantzas, jusqu'à tout récemment le maître à penser sur la question de l'Etat, on se rend compte que la démarche marxiste, qui se veut révolutionnaire, s'est à maintes reprises enlisée dans les sentiers battus de l'idéologie nationaliste, telle qu'elle organise l'Etat et les classes en lui. En fait, l'analyse de la question nationale n'échappe que très rarement à cette difficulté. Bourque écrivait:

"Le point focal de l'analyse de la question nationale que les auteurs considérés plus haut tentaient plus ou moins confusément de placer dans l'Etat national s'y trouve tout entier découvert. La théorie léniniste de la question nationale se révèle donc comme une théorie de l'Etat national. Il s'agit là, répétons-le, d'une thèse fondamentale qui marquera l'histoire de l'analyse de la question nationale faite dans le cadre du matérialisme historique."

Si, pour les classiques du marxisme, le pouvoir d'Etat représentait le pouvoir de classe et l'anéantissement de l'Etat augurait presque mécaniquement l'arrivée du prolétariat au pouvoir, la formule, aujourd'hui, n'a pas

tellement changé si ce n'est que, dans ses développements les plus récents, la théorie de l'Etat s'est principalement attardée à démontrer que:

"L'Etat, hier instrument du pouvoir bourgeois de classe est censé représenter aujourd'hui le foyer de politisation de la société, il serait partout et de toute part, on rivalise de mots pour louer ou dénoncer son omniprésence. Rien n'a changé, l'Etat avalé, ingurgite toujours la politique et le politique et la science sociale consisterait à établir ou repérer les nouvelles frontières élargies de l'Etat. Les classes, les communautés, la culture, les mouvements sociaux puisent tous dans le grand miroir de l'Etat les ingrédients, composés de leurs constitutions."

A de nombreuses occasions, l'Etat s'est vu attribuer les qualificatifs de centre, de synthèse, de condensation, de scène de l'histoire, de lieu sacré des classes en lutte. On a même été jusqu'à la caractériser de résumé de la société civile. A ce propos, Poulantzas écrit que "...l'Etat, tout en consacrant et en légitimant la domination de classe, constitue le facteur de cohésion de l'ensemble de la formation sociale et, en reproduisant les rapports sociaux de cette formation, constitue la condensation de l'ensemble de ses contradictions."<sup>8</sup>

Sur quels fondements théoriques cette conviction

de Poulantzas, Althusser et de l'Eurocommunisme en général sur l'identification du politique à l'Etat s'appuie-t-elle? A l'instar de Perry Anderson et Christine Buci-Glucksmann, nous croyons qu'il faut retourner à certaines élaborations de Gramsci pour en obtenir une pleine compréhension. Ici nous pensons surtout à la problématique du rapport Etat-société civile que nous tenterons d'articuler à la contribution gramscienne la plus importante, celle de la notion d'hégémonie.

Si Gramsci est un des auteurs marxistes les plus glorifiés depuis une quinzaine d'années, il reste que le legs de ce dernier n'est pas sans présenter d'ambiguïté. La meilleure preuve de cette affirmation demeure le fait que la plupart des thèses centrales de Gramsci se soient trouvées, à un moment ou à un autre, articulées par différents courants se réclamant de la gauche. Un engouement aussi diversifié ne va pas sans créer des problèmes aussi bien théoriques que stratégiques dans les luttes de la classe ouvrière pour atteindre son épanouissement. A cet égard, la conception gramscienne de l'Etat n'a pas été exempte de confusion et d'adoptions rapides.

Selon Anderson, Gramsci aurait adopté, à travers ses écrits, une triple position sur l'Etat et, plus précisément,

sur le rapport entre l'Etat et la société civile. A l'intérieur de la première, l'Etat et la société civile s'opposeraient, dans la seconde on ne retrouverait aucune opposition entre les deux notions - c'est-à-dire la société civile s'identifie à l'Etat -, et finalement, dans sa dernière version, l'Etat incluerait la société civile. Anderson note que non seulement le rapport entre ces deux concepts subit des transformations majeures mais que l'on constate également un glissement dans le sens véhiculé par ces concepts; "Ces oscillations, de plus, ne concernent que les rapports entre ces termes. Les termes eux-mêmes, cependant, sont soumis aux mêmes changements soudains de leur délimitation et de leur position."<sup>9</sup>

Ainsi, correspondant à cette triple conception de l'Etat, se produit un changement du domaine de l'hégémonie. Dans sa première version, la direction-l'hégémonie - est reliée à la société civile et la domination - la coercition - est reliée à l'Etat. C'est par l'entremise de son analyse de l'Etat à l'est et à l'ouest que Gramsci sera amené à opérer cette distinction; parallèlement à la dominance de la société civile sur l'Etat dans les pays occidentaux, se dessine le caractère prépondérant de l'hégémonie sur la coercition comme principe d'organisation du pouvoir de la bourgeoisie dans ces pays les plus développés du capitalisme.

Dans la deuxième interprétation l'hégémonie ne se limite plus à la société civile mais se retrouve plutôt à l'intérieur des deux. Ici Gramsci parlera du Parlement, de la Magistrature et du Gouvernement comme "...des organes de l'hégémonie politique..."<sup>10</sup> Tout en ne concédant plus la primauté de la société civile sur l'Etat, il continue cependant de reconnaître une certaine forme d'opposition entre société politique et société civile. Finalement, dans sa dernière variante, l'hégémonie et la coercition deviennent des prolongements de l'Etat. Gramsci écrivait; "...L'Etat (au sens intégral: dictature + hégémonie)."<sup>11</sup>

A l'intérieur de cette dernière version, la société politique et la société civile sont englobées dans les structures étatiques. Dans cette optique, il devient alors très difficile de distinguer les limites de ces formes tentaculaires de l'Etat par rapport à la formation sociale. Un tel chambardement de la position de Gramsci peut s'expliquer par des changements structurels importants de la forme et de la "base historique" de l'Etat. La formulation de cette problématique élargie de l'Etat avait probablement pour objectif de mettre en évidence une série de transformations manifestes du mode de production capitaliste au début des années trente. Christine Buci-Glucksmann

signalait quelques-unes de ces transformations importantes: "Interpénétration plus étroite de l'économie et du politique par une bourgeoisie financière qui tente de maîtriser le cycle économique, pénétration de l'Etat dans la société civile, mais aussi pénétration de la société civile, des formes d'organisations de masses dans et par rapport à l'Etat."<sup>12</sup> Cette problématique de l'élargissement de l'Etat s'inscrit également à l'intérieur de la réflexion de Gramsci sur l'échec des luttes ouvrières en Italie et des révolutions prolétariennes à partir du modèle de révolution frontale.

L'adoption de la dernière version gramscienne - où la société civile est englobée dans l'Etat - par Althusser est la conséquence même de l'annulation de la distinction entre ces deux notions. On se souviendra que c'est dans un fragment bien connu qu'Althusser en était venu à rejeter le concept de société civile, assimilant cette dernière au "monde des besoins, c'est-à-dire un monde rapporté immédiatement comme à son essence interne aux rapports d'individus..."<sup>13</sup> Si, comme le fait remarquer Anderson, cette notion de société civile employée dans ce sens disparaît effectivement du vocabulaire du Capital, il demeure que cette notion est employée dans un sens différent

à l'intérieur des écrits ultérieurs de Marx. Ce terme, écrit Anderson, "...avait un autre sens pour Marx, qui n'en faisait pas un synonyme des besoins économiques individuels, mais une désignation générique pour toutes les institutions, non étatiques dans une formation sociale capitaliste".<sup>14</sup>

Après avoir écarté la notion de société civile du matérialisme historique, Althusser fut amené à accepter tacitement la formulation finale de Gramsci, à l'intérieur de laquelle la distinction entre l'Etat et la société civile est supprimée. De ce décret, émana la célèbre thèse althussérienne selon laquelle, "...les Eglises, les partis, les syndicats, les familles, quelques écoles, la plupart des journaux, des entreprises culturelles, etc. constituent la plus grande partie des appareils idéologiques d'Etat qui relèvent du domaine privé."<sup>15</sup> Voulant préciser cette dernière idée, Althusser devait ajouter: "Peu importe si les institutions qui réalisent les idéologies sont publiques ou privées".<sup>16</sup> Elles tombent toutes sous un même contrôle étatique qui est "...la condition de toute distinction entre public et privé."<sup>17</sup>

A notre avis, il semble que cette importante contribution althussérienne sur le mouvement d'élargissement de l'Etat s'accompagne généralement de la conviction que ce mouvement d'extension de l'Etat n'a donné lieu qu'à une simple consolidation du pouvoir étatique. En effet, la nation, la bourgeoisie, les institutions, l'Etat et les appareils idéologiques d'Etat constituent une totalité unifiée par l'idéologie dominante. Même si Althusser ne manque pas d'écrire que les appareils idéologiques d'Etat sont traversés par la lutte des classes, il apparaît rapidement que le statut de ces conflits se soustrait passablement à l'analyse concrète. C'est qu'en profondeur, pour Althusser, tout devient virtuellement capitaliste dans la mesure où tout reproduit le système. A ce propos, Renaud Dulong présentait de manière assez incisive cet aspect de la théorie althussérienne de l'Etat et des appareils idéologiques d'Etat. En déclarant s'inspirer des travaux de Gramsci, affirme Dulong, et:

"...sous le prétexte d'analyser les mécanismes du pouvoir de la bourgeoisie, son hégémonie et les modalités de celle-ci, les appareils - idéologiques ou non - de l'Etat et la façon dont ils assujettissent les individus, le système social a été à nouveau analysé comme système

d'ordre, et les luttes sociales reléguées comme énonciatrices de sa fin; les contradictions de la société ont disparu dans une gigantesque machine où ne subsistait que le pouvoir de la classe dominante et rien que cela."<sup>18</sup>

Nous proposons l'hypothèse suivante: loin d'avoir simplifié le social, le mouvement d'élargissement de l'Etat l'aurait plutôt rendu plus segmentaire et aurait contribué à exacerber des conflits qui ne relèvent pas de la simple division de la société en classes (Etat/régions ou nations, société civile/Etat, etc.) mais traversent la société et les formes habituelles de la politique. Affaiblie par un classisme inébranlable et un obscur besoin de réduire le politique à la domination bourgeoise, la théorie de l'idéologie assujettissement et des appareils idéologiques d'Etat se trouve réduite à l'impuissance dans l'appréhension du champ élargi de la politique, des nouveaux mouvements sociaux et des nouvelles contradictions associées à cet Etat élargi. Si, durant les années trente, cet élargissement de l'Etat a probablement sauvé le capitalisme en cette période de crise, nous croyons pouvoir avancer l'hypothèse qui suit; en transformant les rapports Etat/peuple, cette crise des formes étatiques de la politique vise et ébranle

justement cet Etat élargi qui, un demi-siècle auparavant, s'était avéré la réponse ponctuelle à la crise. Nous aurons l'occasion de nous arrêter plus longuement sur cet aspect fort important de notre travail.

Il ne s'agit pas, pour nous, de rejeter du revers de la main cette perspective développée chez Althusser et Poulantzas; en effet, cette dernière est parvenue à repousser la prétention de l'Etat à la neutralité et à l'impartialité dans le contexte de la lutte des classes qu'il organise. Cependant, elle ne songe en aucun moment à remettre en question le privilège que lui défère l'idéologie, d'être précisément l'Etat en tant qu'Etat national.

La pratique suggérée par cette reconnaissance implicite comprend, généralement, une critique imputant à l'Etat de ne pas avoir rempli son mandat de représentant de la nation et de ne pas être en mesure de travailler en vue de l'intérêt national, parce qu'il se fait le représentant de la bourgeoisie et y défend ses intérêts. Aussi, elle implique souvent une ~~conception~~ de la transformation des formations sociales centrée

sur la prise du pouvoir de l'Etat, dans l'Etat, en ayant comme objectif de le remettre aux bons soins des classes exploitées, qui constituent la majeure partie de la nation. Le théorie marxiste ne devrait toutefois pas se contenter de démontrer que l'Etat n'a pas joué son rôle. Car, du même coup, "cette pratique reproduit non seulement l'Etat, son pouvoir et ses privilèges, mais aussi l'idéologie de la nation comme base de ce pouvoir et source de ces privilèges."<sup>19</sup>

Nous pensons que seule une formulation différente nous permettrait d'arriver, à l'instar de Gramsci, à une conception non-étatique de l'Etat, et à une théorie du politique qui s'opposerait à ce genre de réification de l'Etat, qui est perçu comme l'incarnation et l'accomplissement du pouvoir. Une large part des travaux se rapportant à l'étude des idéologies de libération nationale contournent difficilement cet écueil que l'on pourrait qualifier d'étatisme. Au Québec, les travaux de Gilles Bourque, en particulier, n'échappent pas à la majorité de ces difficultés. Quelques années suivant la parution d'un article<sup>20</sup> écrit en collaboration avec ce dernier, Nicole Laurin-Frennette formulait ainsi l'impasse à laquelle en étaient arrivés les auteurs à cette époque.

"Nous recherchions les dites bases objectives de la nation et, comme bien d'autres, nous trouvions de tous côtés des mirages parmi lesquels nous tentions de distinguer l'objet - la nation - de son reflet dans le miroir du nationalisme. S Ainsi: le territoire national, le marché national, la langue nationale, etc., et, au point de rencontre de tous les mirages, de l'objet et du reflet, nous trouvions l'Etat national que se disputent les classes en lutte et qu'il semble à propos de revendiquer au nom du prolétariat."<sup>21</sup>


Nous partageons avec elle l'idée qu'une large part de ces difficultés sont causées par une mauvaise compréhension des "...conditions idéologiques de l'efficace du procès politique..."<sup>22</sup> Seule une conception différente de l'idéologique permettra le déblocage de ce problème fondamental.

Dans l'imposant ouvrage théorique de Bourque, L'Etat capitaliste et la question nationale, on retrouve toujours la plupart de ces difficultés. Tout au long du texte, l'auteur soutient avec pertinence le caractère idéologique du phénomène national; toutefois, il tente de montrer que les effets de l'idéologie ne peuvent être perçus qu'au niveau de l'irréel et de l'imaginaire.

"Nous avons tenté de montrer comment la nation constituait un groupe d'appartenance imaginaire et constituait le centre même de l'idéologie bourgeoise. Chercher à retracer les étapes de sa formation équivaut donc à tenter de faire la généalogie d'un groupe imaginaire et à subir ainsi l'assujettissement à l'idéologie bourgeoise".<sup>23</sup>

Seules les classes peuvent prétendre appartenir à des groupes réels. La nation et l'ensemble des notions produites dans l'idéologie nationaliste (le peuple, le groupe d'appartenance d'ordre national, etc.) sont qualifiées d'imaginaires; comme si les classes n'avaient pas besoin de conscience et de sens pour subsister en tant que classes et que ce sens serait plus réel qu'un autre, celui de la nation par exemple, et comme s'il n'y avait aucun rapport entre les deux. Suite au décret que toute forme d'idéologie nationaliste ne saurait être, quelque soit le contexte ou l'époque historique, bourgeoise ou petite bourgeoise, il devient inconcevable, selon Bourque, de supposer la vitalité d'une quelconque forme de conscience commune aux classes opposées et donc admettre la réalité de la nation.


La théorie et le nationalisme sont donc porteurs du même message: "L'Etat...à investir, à préserver, à signifier, à reproduire comme lieu-privilegié soit de la lutte des classes, soit de leur concertation..."<sup>24</sup> A



l'intérieur de paramètres aussi étroits, la discussion ne saurait être que circulaire. Voici un long fragment du texte dont nous faisons la critique qui contribuera à clarifier notre position.

"La seule façon de démontrer la justesse de la thèse de l'existence concrète de la nation et d'une lutte nationale à côté ou en plus de la lutte des classes, serait de poser l'existence de ce qu'on appelle ça et là la conscience ou la psychologie nationale et que nous appelons idéologie nationale. Nous entendons par "idéologie nationale" une idéologie qui correspondrait à l'ensemble de la nation par opposition à l'idéologie nationaliste qui ne peut être qu'une idéologie bourgeoise. Or, la seule façon de justifier la présence d'une telle idéologie serait de démontrer son articulation aux rapports de production. On voit mal comment les rapports de production capitalistes fondant un antagonisme irréductible entre deux classes pourraient créer en même temps les conditions d'une quelconque idéologie commune. Cette idéologie nationale, articulée à des rapports de production la déterminant en dernière instance, si l'on pousse l'analyse, devrait soutenir des appareils d'Etat qui seraient le lieu d'une pratique commune ou harmonieuse entre les classes. On voit comment l'acceptation de cette thèse conduirait à remettre en question la théorie marxiste de l'Etat."<sup>25</sup>

Nous ne voudrions pas tomber dans le même piège en prétendant que l'Etat n'est qu'un endroit fictif de



représentation des classes, parce qu'il est déterminé dans l'idéologie nationale. Au contraire, il faut insister sur la nécessité de tenir pour réel et productif ce qui relève du sens que les agents donnent au social. Dans la mesure où les agents envisagent l'Etat comme le seul endroit de leur existence en tant que classes, l'Etat fonctionne un peu selon ce qu'on attend de lui.

Cependant on ne peut manquer de souligner que ce monopole accordé à l'Etat est dépendant de l'idéologie qui donne ainsi un sens à l'incorporation des agents dans les procès sociaux, notamment dans les procès de contrôle qui opèrent dans l'ensemble des appareils reliés par l'Etat. En considérant l'Etat comme lieu unique de représentation des classes en lutte, on continue de reproduire cette perception des classes et de consolider la forme et les frontières de ces relations entre les classes.

Notre objectif est beaucoup plus d'en arriver à réaliser que l'Etat n'est pas la source et le noyau du pouvoir, même s'il s'élabore ainsi dans un certain discours nationaliste, que de prétendre que l'Etat est dépourvu de pouvoir, ce qui serait évidemment une bourde monumentale. Nécessairement, l'Etat doit être tenu pour un des principaux

mécanismes de la régulation du contrôle et de la reproduction. Cette dimension a d'ailleurs fait l'objet de nombreux travaux à l'intérieur de la théorie marxiste. Nous croyons cependant que cette régulation opère au sein d'un large et complexe réseau d'appareils de contrôle et de reproduction qui déborde et englobe à la fois l'Etat. Il serait toutefois illusoire de croire que ce pouvoir, l'effet de contrôle et de reproduction, découle de l'Etat.

Malheureusement cette relation entre les procès de reproduction et l'Etat se présente souvent de manière intervertie. L'emploi de la notion "appareil idéologique d'Etat", créée pour rendre compte de cette relation, est la conséquence de cette logique imputée à tous ces appareils dans lesquels se tiennent des procès qui consacrent l'Etat comme leur centre. Souvent cette notion laisse croire que c'est dans et par l'Etat que s'accomplissent ces procès et que ces derniers sont astreints à la logique étatique et en subissent leur détermination.

Tel que nous l'avions précédemment évoqué, l'Etat apparaît souvent, à l'intérieur de l'idéologie nationaliste, comme le coeur de la nation et le promoteur de son avenir. Les nouvelles tâches remplies par l'Etat dans les procès

de contrôle et de reproduction du capitalisme contemporain ont doublement contribué à exacerber cette conception idéologique. En évacuant graduellement de tout sens les anciens lieux d'identification, de solidarité et de lutte, les procès de production, de contrôle et de reproduction ont comme conséquence de revêtir l'Etat national d'un prestige considérable. Poussé par un nationalisme qui continue de produire l'Etat comme lieu unique de contrôle de l'existence collective, cette conception s'accompagne généralement de la certitude que tout sens refluant vers l'Etat représente un avancement pour la société en général; idéologie, selon nous conforme au modèle bourgeois de l'Etat-nation. Conscient du danger qu'une telle conception représente pour la classe ouvrière au niveau de sa lutte hégémonique, Dulong écrivait: "...la capacité de la bourgeoisie à diriger serait alors mesurée par l'incapacité des classes exploitées à appréhender leur existence autrement que par l'Etat."<sup>26</sup>

L'activité politique de plusieurs partis de gauche n'échappe que très rarement à cette règle; leur convoitise à la gestion de l'Etat-nation s'élabore dans le discours qui organise et reproduit l'Etat en tant qu'incarnation de la volonté nationale et agent du bien-être de la nation. La

principale conséquence de cette façon d'envisager l'analyse de la question nationale est d'interdire un débordement de l'Etat qui serait occasionné par la mobilisation des agents dominés, problème, selon nous, fondamental. Nous défendons l'idée que toute forme de mobilisation en vue d'un changement qui ne s'effectue pas dans l'Etat, implique généralement une possibilité plus élevée de déplacement "actif" des agents. La mobilisation dans l'Etat présente aussi des risques mais ils sont toutefois plus faciles à estimer et à contrôler, l'Etat étant lui-même le relais principal dans la régulation du changement.

De cette façon, la gauche se claustré dans un vain débat avec l'Etat, débat qui se fixe comme but la représentation d'une partie de la nation appelée classe révolutionnaire. Malheureusement, cette querelle n'a souvent comme conséquence que de reproduire "... le discours nationaliste, condition des procès capitalistes et, plus particulièrement, des procès de la régulation du contrôle et de la reproduction, dans l'Etat".<sup>27</sup> Le résultat est équivalent à celui du discours de la classe dominante:

"...sont soustraits à la critique et à l'organisation révolutionnaires, les lieux qui correspondent aux multiples niveaux et champs d'articulation des procès, qui sont infra-nationaux et supra-nationaux, c'est-à-dire qui n'ont pas de définition et d'existence dans l'Etat. Ainsi, on ignore, on décourage, on détruit même, la communauté, la solidarité - entre les agents, les sous-ensembles et les ensembles d'agents dominés - qui peuvent se produire dans ces lieux.

En adoptant sur-le-champ l'espace politique de la démocratie libérale bourgeoise, c'est-à-dire l'Etat national, on ne parvient que très difficilement à formuler un projet autre que celui qui donne un sens aux appareils en place. Pourtant, de nouvelles formes de revendications ouvrières et populaires - qui ne réduisent pas la démocratie à la seule forme de l'Etat -, combinées à la crise de gestion étatique de l'économie capitaliste - crise fiscale, chômage, faible croissance des services publics etc. -, ont "...engendré une productivité de l'espace politique, de ses formes et règles du jeu, sans commune mesure avec l'Etat pré-keynésien."<sup>29</sup> C'est en ce sens que l'identification du politique et de la démocratie à la seule forme de l'Etat est un leurre qui contribue à fausser les enjeux de la lutte hégémonique de la classe ouvrière. On ne réussit pas à poser la question de la création d'un mouvement politico-

idéologique des "classes" populaires revendiquant l'autonomie d'un bloc social et remettant en cause l'espace politique de la démocratie. Les fonctions sensiblement différentes que l'Etat tend à remplir aujourd'hui visent directement à contrecarrer l'organisation ou la création d'un tel mouvement, rendu possible par les nouvelles formes de revendications ouvrières et populaires, résultat de la crise des formes étatiques de la démocratie. Mascotto et Soucy formulaient ainsi ces nouvelles fonctions de l'Etat:

"Ce qui est important et déterminant ce n'est pas, du point de vue de la nature du système et de la stabilisation politique, de privilégier une minorité dominante au niveau économique, il s'agit plutôt de garantir, de façon continue et stable l'exclusion des initiatives sociales autonomes à l'intérieur du processus de socialisation et d'institutionnalisation et la répression des besoins qui menacent les motivations divergentes."<sup>30</sup>

Ce qu'on appelle communément la crise de légitimation de l'Etat s'expliquerait du fait que ce dernier est attaqué parce qu'il n'intègre plus les champs politiques divergents ou qu'il ne les neutralise plus. C'est à ce niveau global de la perte de légitimité de l'Etat-nation qu'il faut

apprécier toute la portée significative des revendications néo-populistes et plus particulièrement des mouvements nationaux.

Nous pensons qu'une conception différente de l'idéologie nous permettrait d'envisager l'étude de ces nouvelles revendications nationales à l'intérieur d'un espace idéologico-politique différent des versions dominantes du marxisme; condition, selon nous, nécessaire pour arriver à saisir précisément l'enjeu et la forme de ces revendications.

1. LeBORGNE, Louis, "Idéologie nationale ou idéologie de l'Etat national", Pluriel, No. 17, 1979.
2. BOURQUE, Gilles, L'Etat capitaliste et la question nationale, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1977.
3. LeBORGNE, Louis, Ibid., p. 95
4. LeBORGNE, Louis, Ibid., p. 95
5. LeBORGNE, Louis, Ibid., p. 95
6. BOURQUE, Gilles, Ibid., p. 59-60
7. MASCOTTO, Jacques et SOUCY, Pierre-Yves, Démocratie et nation, Laval, Albert St-Martin, 1980, p. 111.
8. POULANTZAS, Nicos, Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui, Paris, Seuil, 1974, p. 159.
9. ANDERSON, Perry, Sur Gramsci, Paris, Petite Coll., Maspero, 1978, p. 21.
10. GRAMSCI, Antonio, Gramsci dans le texte, Paris Ed. Sociales, 1977, p. 566.
11. GRAMSCI, Antonio, Ibid., p. 594
12. BUCI-GLUCKSMANN, Christine, "Du consentement comme hégémonie; la stratégie gramscienne", Pouvoirs, Paris, P.U.F., 1978, p. 82.
13. ALTHUSSER, Louis, Pour Marx, Paris, Maspero, 1965, p. 109.
14. ANDERSON, Perry, Ibid., p. 59
15. ALTHUSSER, Louis, "Idéologie et appareils idéologiques d'Etat", Positions, Paris, 1976, p. 82-83.
16. ALTHUSSER, Louis, Ibid., 1976, p. 84.
17. ALTHUSSER, Louis, Ibid., 1976, p. 84.
18. DULONG, Renaud, Les Régions, l'Etat et la Société locale, Paris, P.U.F., 1978, p. 71.
19. LAURIN-FRENETTE, Nicole, Production de l'Etat et formes de la nation, Montréal, Nouvelle Optique, 1978, p. 54.

20. BOURQUE, Gilles et LAURIN-FRENETTE, Nicole, "Les classes sociales et l'idéologie nationaliste au Québec 1760-1970", Socialisme québécois, no. 20.
21. LAURIN-FRENETTE, Nicole, Ibid., p. 55.
22. LAURIN-FRENETTE, Nicole, Ibid., p. 55.
23. BOURQUE, Gilles, Ibid., p. 318.
24. LAURIN-FRENETTE, Nicole, Ibid., p. 56.
25. BOURQUE, Gilles, Ibid., p. 135.
26. DULONG, Renaud, Ibid., p. 77.
27. LAURIN-FRENETTE, Nicole, Ibid., p. 158.
28. LAURIN-FRENETTE, Nicole, Ibid., p. 158.
29. BUCI-GLUCKSMANN, Christine, Le défi social-démocrate, Paris, Maspero, 1981, p. 307.
30. MASCOTTO, Jacques et SOUCY, Pierre-Yves, Ibid., p. 112-113.

### III SUR LA DISTINCTION ENTRE LE REEL ET L'IMAGINAIRE

L'ambition de cette deuxième grande section du travail ne consistera pas en une revue critique exhaustive de tous les grands courants de pensée qui, d'une manière ou d'une autre, ont abordé ce problème crucial de l'idéologie dans le cadre de l'analyse marxiste. Nous nous intéresserons avant tout à la façon qu'une conception dominante de l'idéologie a posé le problème du nationalisme.

Deux aspects de la question retiendront tout particulièrement notre attention. Le présent chapitre sera consacré à une analyse critique de la distinction entre ce qui est réel et ce qui est imaginaire en tant que point de départ et, souvent, point d'aboutissement de la réflexion théorique marxiste sur la question nationale. On se souviendra que nous avons brièvement abordé ce sujet à l'intérieur du chapitre précédent. De nouveau nous nous contenterons de quelques références québécoises sur la question. Dans un second temps, nous suggérerons, à l'instar des thèses avancées par Ernesto Laclau dans ses travaux sur idéologie, une façon différente d'envisager le rapport entre les éléments idéologiques, pris isolément,

et leur appartenance de classe; ceci, à la lumière de la contribution théorique la plus importante d'Althusser dans le domaine d'  idéologies, à savoir le concept d'interpellation.

Si tous les penseurs ont la ferme conviction que la notion de nation se présente sur le terrain de la conscience et du sens, et qu'elle est articulée d'une manière ou d'une autre aux structures, en revanche tous ne sont pas d'accord sur la nature du lien qui unit ces deux dimensions de l'analyse. Plusieurs théoriciens ont souvent la fâcheuse habitude de recourir spontanément à l'explication déterministe. Encore une fois, nous nous attarderons aux travaux de Bourque, chef de file du courant dominant à l'intérieur de la sociologie marxiste québécoise de la question nationale.

Pour lui, le questionnement sur le phénomène national peut se résumer ainsi; l'ensemble des faits auxquels fait référence la notion de nation est-il d'ordre objectif, réel ou est-il d'ordre subjectif, imaginaire? Nous pensons que cette distinction entre ce qui est réel et ce qui ne l'est pas a contribué, dans une large mesure, à mener à cette impasse concernant l'analyse de la question

nationale à l'intérieur du marxisme.

Pour Gilles Bourque, qui se veut un ardent défenseur du matérialisme, la nation, se présentant sur le terrain de l'idéologie (communauté, identité), ne peut être tenue pour réelle.

"Le projet même de conceptualisation de la notion de nation ne peut être posé que dans l'idéologie. La théorie léniniste de l'Etat national, soumettant l'analyse à la primauté des classes, sape les fondements de toute tentative visant à fonder scientifiquement l'existence d'un groupe d'appartenance réel au delà des classes".<sup>1</sup>

Ce serait des critères objectifs, c'est-à-dire les structures et les procès qui soutiendraient et conditionneraient ces phénomènes qui relèvent de la conscience. A cet égard la nation ne saurait être qu'un effet du mode de production capitaliste, c'est-à-dire des rapports entre les classes au niveau de la production économique: "Nous avons défini la question nationale comme un effet du MPC sur la formation sociale qu'il domine..."<sup>2</sup> Seules, les classes constituent des groupes réels que la nation a spécifiquement pour tâche de masquer;

"...comment articuler théoriquement et systématiquement les questions de l'Etat national et du groupe social national, à l'intersection même de nulle autre réalité que celle de la lutte des classes."<sup>3</sup> Et Bourque d'ajouter; "...la notion de nation a précisément comme efficacité de voiler le phénomène des classes sociales."<sup>4</sup>

Nous ne nions pas que l'idéologie bourgeoise de l'Etat-nation puisse avoir rempli ce rôle de masquer la réalité des classes sociales en soutenant, par exemple, l'égalité des individus face à l'Etat. Mais attribuer à l'idéologie le seul mandat de dévoyer la lutte des classes ou de veiller à la reproduction du capital, c'est, selon nous, énoncer simultanément l'impossibilité de la lutte idéologique.

Ce matérialisme défendu par Bourque fait partie de tout un courant de pensée souvent dénommé d'économiste ou de "mécaniciste". Ce qui distingue cette position est le fait qu'elle identifie souvent la classe des phénomènes dits matériels à la classe des phénomènes dits économiques, les deux catégories étant, bien entendu, assimilés au réel. En fait, tout se passe le plus souvent comme si la conception

matérialiste pouvait être restreinte, en première plutôt qu'en dernière instance, à l'explication économique.

Dans cette perspective, les rapports entre les classes forment l'instance économique qui déterminerait l'idéologie et qui devrait être favorisée dans l'analyse de la question nationale. Nous considérons que les processus économiques doivent être examinés car ils constituent une dimension fondamentale de l'analyse du social et de la mise en forme des classes sociales. Nous refuserons cependant d'envisager l'idéologie simplement comme contenu idéologique découlant de la position des classes.

Nous sommes d'accord avec Nicole Laurin-Frenette lorsqu'elle affirme que:

"...le caractère matérialiste de la théorie marxiste ne tient pas au prétendu postulat selon lequel la vie économique déterminerait la culture et l'idéologie et en rendrait compte - la première étant matérielle, les secondes spirituelles ou on ne sait qu'oi. Ce qu'on peut désigner sous le vocable d'économie n'est ni plus, ni moins matériel que ce qu'on peut désigner sous ceux de culture ou d'idéologie".<sup>5</sup>

L'originalité de Marx ne réside pas dans l'inter-version des thèses de Hegel en substituant ces dernières

par la proposition que la conscience est un reflet. Nous proposons, à l'encontre de cette conception, que la théorie marxiste devrait rendre possible la suppression de la distinction entre l'objectivité et la conscience ou, pour certains, entre le réel et l'imaginaire.

Les travaux dont nous faisons la critique ont souvent recours à certains principes exprimés par Marx, dont celui du primat de l'existence sur la conscience ou de la base sur le sommet, pour justifier ce déterminisme économique. Nous pensons qu'il faut remettre dans le contexte social et intellectuel dominé par la philosophie idéaliste plusieurs de ces principes devenus presque canoniques aujourd'hui.

Nous croyons, à l'instar de Mascotto, Soucy et Laurin-Frenette, entre autres, que cette confusion tiendrait son origine dans la compréhension et l'application du concept de production. En effet, la production est souvent perçue comme une notion qui se résumerait à l'exécution d'un travail physique - qui exclut le travail intellectuel ou discursif - sur la matière physique - c'est-à-dire la matière apparente et palpable. Cette dimension de la

production constituerait le réel. A cet égard, Anne Légaré, disciple de cette conception du matérialisme, définissait ainsi le travail: "...le travail est la production de valeurs d'échange sous la forme de marchandises sociales par un travail manuel limité à la plus stricte exécution".<sup>6</sup>

Pour Marx, on sait qu'un fait social est intelligible en tant que composante d'un procès de production. Les difficultés surgissent lorsqu'on estime que cette idée correspond uniquement à la production dite économique, c'est-à-dire des biens de subsistance au sens restreint. En fait, cette production ne constitue qu'un des aspects du procès de production.

"Lorsque Marx disait que l'être social détermine la conscience il n'avait pas à l'esprit un Homo oeconomicus mais désignait la praxis historico - sociale; dans la même veine, lorsqu'il écrivait que les conditions de la vie matérielle (ou les conditions réelles) déterminent la vie sociale, il n'entendait pas réduire ces conditions et cette vie à l'économie mais exprimer les conditions de la société et de la reproduction de la société."<sup>7</sup>

Quelques indications théoriques, tirées du travail de Laurin-Frenette, nous aideront à clarifier cette conception de la production. Selon l'auteur, cette notion de production s'appliquerait fondamentalement à la production sociale, entendue comme production de la société par elle-même. Elle désigne du même mouvement la production économique, les rapports de production de même que la production des agents de la production. Toutes ces différentes facettes de la notion de production sont indissociables et aucune ne peut être tenue pour principale ou dominante. À l'intérieur d'une formation sociale concrète, toutes ces dimensions de la production se fondent dans un unique procès. Cette conception de la production nous permet ainsi d'éviter toute forme de déterminisme causal ambitionnant de reconstituer des liens entre des dimensions de l'analyse qui avaient été, dès le départ, dichotomisées. De plus, "...si on doit comprendre leur cohérence, leur mode d'articulation, ça ne peut être en les isolant, en les hiérarchisant ou les soumettant à des modèles de relations déterministes."<sup>8</sup>

Le concept de classe sociale renvoie à la place occupée par les agents de production-reproduction dans un

ou plusieurs de ces procès. Toutefois, nous refuserons de définir les classes strictement par leur rapport aux moyens de production, c'est-à-dire à la propriété ou au contrôle. Ce rapport "...est seulement la condition de l'occupation de places particulières dans certains procès de production et ne suffit pas à expliquer en quoi consistent ces places dans ces procès."<sup>9</sup> Il faudrait plutôt analyser les différentes dimensions de ces procès et la forme de leur articulation. Il faut bien comprendre que:

"...tout procès est à la fois un procès de travail ou de production au sens étroit (une opération de transformation d'une matière donnée par des moyens donnés), un procès de contrôle (la production de l'organisation de cette opération: du système des places dans le procès), un procès de reproduction (la production du sens de ces opérations pour les agents et des autres conditions nécessaires à la répétition et à la transformation du procès)."<sup>10</sup>

La formulation d'une telle problématique devrait nous permettre d'éviter une double difficulté. Premièrement, elle suppose une conception du matérialisme qui ne limite pas l'application de la notion de production à la simple

exécution d'un travail manuel sur la matière physique. Deuxièmement, elle permet plus difficilement la mise de côté des faits qui appartiennent à la conscience et qui sont toujours épineux, et souvent désordonnés; et ce au nom de la réalité contre l'imaginaire.

Le principal avantage que représente la contribution gramscienne à l'analyse de l'idéologie demeure le fait qu'elle admet la réalité et la matérialité de l'idéologie. Elle ne conçoit pas l'idéologie uniquement comme un masque ou une occultation de la réalité.

Dans l'analyse de la question nationale, ces conceptions économicistes de l'idéologie sont parvenues à éclairer certaines conséquences de l'idéologie nationale, surtout le fonctionnement de l'idéologie bourgeoise de l'Etat-nation. Toutefois une dimension essentielle continue souvent de leur échapper; l'efficacité et "...la production du sens qui est une condition essentielle de la reproduction de l'ensemble des procès et qui est aussi une condition essentielle de la transformation de cet ensemble de procès qu'est la société se produisant."<sup>11</sup> Se présentant sur le terrain de l'idéologie, nous considérons que la nation

existe réellement et qu'elle constitue potentiellement une dimension importante du sens pour les agents.

Une autre difficulté à surmonter est la tentation, toujours omniprésente, de passer à une analyse de l'idéologie qui se satisferait de signaler les équivalences entre le discours et les places occupées dans le procès de production.

1. BOURQUE, Gilles, L'Etat capitaliste et la question nationale, Montréal; Presses de l'Université de Montréal, 1977, p. 365.
2. BOURQUE, Gilles, Ibid., p. 155.
3. BOURQUE, Gilles, Ibid., p. 82.
4. BOURQUE, Gilles, Ibid., p. 135.
5. LAURIN-FRENETTE, Nicole, Production de l'Etat et formes de la nation, Montréal, Nouvelle Optique; p. 27.
6. LEGARE, Anne, Les classes sociales au Québec, Montréal, Presses de l'UQUAM, 1977, p. 33.
7. MOSCOTTO, Jacques et SOUCY, Pierre-Yves, Démocratie et nation, Laval, Albert St-Martin, 1980, p. 97.
8. LAURIN-FRENETTE, Nicole, Ibid., p. 30.
9. LAURIN-FRENETTE, Nicole, Ibid., p. 31.
10. LAURIN-FRENETTE, Nicole, Ibid., p. 31.
11. LAURIN-FRENETTE, Nicole, Ibid., p. 39.

IV POUR UNE CONCEPTION NON MECANIQUE DU RAPPORT DES  
CLASSES A L'IDEOLOGIE

Cette partie du travail s'intéressera à la façon d'envisager l'analyse des idéologies concrètes et, plus particulièrement, de l'élément idéologique national, à l'intérieur des cadres de la réflexion marxiste. Nous nous attarderons tout d'abord à la logique qui sous-tend le repérage des éléments idéologiques par rapport à leur appartenance de classe. C'est donc ce lien entre les éléments idéologiques, pris isolément, et leur appartenance directe ou indirecte au discours idéologique d'une classe qui sera au coeur de notre réflexion.

A maintes reprises on a souligné et critiqué une approche "réductionniste" qui entrevoyait l'analyse d'une idéologie comme un simple repérage de ses éléments constitutifs, correspondant à leur appartenance de classe; cependant, rares sont ceux qui ont été en mesure de proposer des catégories théoriques pertinentes qui permettraient le dépassement de cette difficulté. A notre avis le travail d'Ernesto Laclau est peut-être

celui qui, actuellement, suggère les outils analytiques les plus féconds permettant éventuellement à la théorie de se tirer de cette impasse. Etroitement reliée à cette façon d'envisager le rapport des classes à l'idéologie, nous serons concernés, dans un second temps, par la transformation des idéologies.

On ne saurait manquer de souligner le fait que la plupart des critiques formulées par Laclau sont adressées spécifiquement aux travaux de Nicos Poulantzas qui portent sur l'analyse des expériences fascistes en Italie et en Allemagne. Tout en prenant bien soin de ne pas généraliser la totalité des commentaires critiques formulés par Laclau en ce qui concerne la conception de l'idéologie chez Poulantzas, nous avons cependant la ferme conviction que plusieurs de ces remarques rejoignent toute une série de préoccupations et de difficultés rencontrées par plusieurs auteurs marxistes dans l'analyse, toujours complexe, des idéologies. Conséquemment nous nous permettrons de reformuler certaines objections de Laclau en ayant comme objectif de les appliquer au problème qui nous intéresse, c'est-à-dire l'analyse de

la question nationale. A ce propos, voici un extrait d'un texte de Bourque qui nous servira de point de départ de notre réflexion.

"Toute idéologie ne peut être, dans les sociétés de classes, qu'une idéologie de classe. L'idéologie nationaliste qui pose l'existence de la nation ne saurait être qu'une idéologie bourgeoise ou petite bourgeoise."

A notre avis, ce fragment peut être considéré comme un reflet assez représentatif du courant dominant à l'intérieur de la pensée marxiste quant à la façon de saisir toute la "complexité" de l'analyse de l'élément idéologique national et de l'idéologie en général. Trop souvent le nationalisme, en tant qu'élément idéologique concret, a été identifié à une classe sociale particulière.

A l'instar de Laclau, nous pensons que cette conception mécanique du rapport des classes à l'idéologie repose sur une double présomption; premièrement l'analyse d'une idéologie pourrait être réduite à ses éléments constitutifs qui correspondent à leur appartenance de classe et, deuxièmement, les classes sociales auraient des idéologies "pures" ou "paradigmatiques."

"We can see that the discrimination of elements in terms of their class belonging, and the abstract postulation of pure ideologies, are mutually dependent aspects: only by implicit or explicit reference to those pure ideologies is it possible to analyze concrete historical ideologies by discriminating between their constitutive elements."

Si l'élément idéologique national - ou plutôt l'élément idéologique de l'Etat national - a pu correspondre aux nécessités de croissance du marché en justifiant l'élargissement de la réserve de main-d'oeuvre et en créant un marché unifié, elle ne saurait, aujourd'hui, remplir un rôle différent de celui qui lui a été assigné; conséquemment, toute idéologie nationale ne pourrait être que bourgeoise ou petite bourgeoise et ne saurait déroger à cette règle. Toute forme de manifestation nationale apparaissant à l'intérieur d'un discours révolutionnaire ne pourrait être qu'une concession à l'adversaire; ceci dans la mesure où le nationalisme est reconnu comme étant un élément du discours idéologique bourgeois et, qu'à ce titre, il n'est pas sujet à une transformation dans une direction socialiste.

Selon Laclau, ce repérage des éléments idéologiques dans le but de leur assigner mécaniquement une connotation classiste et la transformation des idéologies, perçue comme un changement dans l'articulation d'éléments idéologiques classistes, ne reposent sur aucune construction théorique. Cette double prise de position présupposerait une connaissance empirique et opèrerait de façon taxinomique à partir de cette connaissance. En fait, aucun des éléments considérés comme caractéristiques de quelque classe que ce soit n'est tel si on le regarde isolément. L'auteur se demande quel genre d'explication Poulantzas peut-il fournir au fait que le libéralisme, considéré par ce dernier comme un élément idéologique du discours de la bourgeoisie durant la période du capitalisme concurrentiel, fut, en Amérique latine, un élément idéologique caractérisant le discours des grands propriétaires terriens; ou du militarisme qui fit partie à la fois du discours de la bourgeoisie impérialiste et qui fut l'expression de mouvements anti-impérialistes dans certaines formations sociales du "tiers-monde." A ce propos, Laclau affirmait que:

"...we are confronted with cases whose divergence from paradigmatic ideologies is explained by an overdetermination of contradictions whose interpretation constitutes the scientific analysis of ideologies? This method, inspired by the metaphysical assignment to classes of certain ideological elements can only lead to a multiplication ad infinitum of increasingly formal distinctions."<sup>3</sup>

Selon Laclau, il s'agirait plutôt de parcourir le chemin inverse;

"...to accept that ideological 'elements' taken in isolation have no necessary class connotation, and that this connotation is only the result of the articulation of those elements in a concrete ideological discourse. This means that the precondition for analyzing the class nature of an ideology is to conduct the inquiry through that which constitutes the distinctive unity of an ideological discourse."<sup>4</sup>

Le même reproche pourrait être évoqué à l'endroit des travaux dont nous faisons précédemment la critique. Lorsque Bourque parle du nationalisme, il ne réussit jamais à construire théoriquement ce concept. C'est uniquement sa connaissance empirique du discours unifié d'une classe, à partir duquel divers éléments forment un tout, qu'il

parvient à assigner à ces derniers leur nature de classe. L'élément idéologique national, retrouvé à l'intérieur du discours bourgeois de l'Etat-nation, est alors considéré comme un symbole du discours idéologique en question. Ainsi tout phénomène d'ordre national devient un symbole de l'idéologie bourgeoise.

Pour arriver à se tirer de cette impasse Laclau se fixe deux objectifs bien précis; il faudra tout d'abord réussir à saisir ce qui constitue l'unité d'un discours idéologique et, en second lieu, comprendre le processus de transformation de ces idéologies.

Mais avant d'aborder la discussion de ces questions, nous croyons qu'il est nécessaire de retenir, à l'instar de Laclau, la contribution althussérienne la plus importante pour l'étude des idéologies; conception selon laquelle la fonction principale de toute idéologie est d'interpeller les individus en sujets; "...la catégorie de sujet est constitutive de toute idéologie, mais en même temps et aussitôt nous ajoutons que la catégorie de sujet n'est constitutive de toute idéologie, qu'en tant que toute idéologie a pour fonction (qui la définit) de con-

stituer des individus concrets en sujets."<sup>5</sup> Les individus, qui ne sont que les supports des structures, sont transformés par l'idéologie en sujets; ce qui revient à dire qu'ils vivent la relation avec leurs conditions réelles d'existence comme si, eux-mêmes, étaient le "principe autonome" de détermination de cette relation. Le mécanisme de cette inversion serait l'interpellation.

Par contre nous sommes bien loin de partager l'ensemble des propositions introduites par Althusser en ce qui a trait l'analyse des idéologies. En premier lieu, nous ne partageons avec ce dernier l'idée selon laquelle le mécanisme d'interpellation - par lequel l'individu est transformé en sujet - fonctionnerait comme une "déformation nécessairement imaginaire"<sup>6</sup>, qui aurait comme seule spécificité d'assurer la reproduction sociale. Nous avons longuement abordé ce thème "du réel et de l'imaginaire" à l'intérieur de propos antérieurs.

Etroitement reliée à cette première difficulté, en existe une seconde qui prend naissance lorsque l'auteur affirme qu'il ne saurait y avoir de sujets, produits par le mécanisme d'interpellation, "...que par et pour leur assujettissement."<sup>7</sup> En ce sens, toute idéologie est une

idéologie de la classe dominante. Du même coup, on pose l'impossibilité d'idéologies propres aux secteurs dominés qui envisageraient la transformation de la société. Tous les individus et les appareils idéologiques seraient assujettis par la classe dominante et par son Etat. Au contraire nous croyons, à l'instar de Fossaert, que:

"...en toute société, l'idéologie dominante est celle que véhiculent les appareils idéologiques prépondérants; la dépendance de ceux-ci, à l'égard du bloc des classes dominantes, est assouplie par les contradictions internes de ce bloc, par la contestation des classes dominées, par l'inertie propre à l'Etat et par les degrés d'autonomie que les appareils idéologiques tirent éventuellement de leur indépendance économique, de l'adhésion et de la fidélité de leurs publics propres, etc...., si bien que les appareils idéologiques sont imprégnés par l'idéologie dominante, mais non soumis à celle-ci: tous les appareils idéologiques s'opposent en un affrontement incessant, pour faire valoir la variété d'idéologie dont chacun d'eux est le producteur et le gardien..."<sup>8</sup>

A l'encontre de cette conception althussérienne, Laclau signale que le mécanisme d'interpellation fonctionne de la même façon chez les classes dominantes que chez les

classes dominées;- "...if the mechanism of self-subjection of the individual functions in the ideologies of the dominant sectors to ensure the existing system of domination, in the ideologies of dominated classes the same mechanism functions to link individuals to their task of opposition to that system."<sup>9</sup>

Une troisième objection - elle aussi longuement discutée à l'intérieur d'un chapitre antérieur - tient son origine de la conception althussérienne selon laquelle les idéologies se réaliseraient et s'affronteraient uniquement dans les appareils idéologiques d'Etat.

Résumant succinctement l'ensemble des difficultés que nous avons précédemment évoquées, Fossaert affirmait "...que la formule Appareils idéologiques d'Etat, prise dans sa prétendue généralité, donne une représentation erronée, du réel social."<sup>10</sup> Finalement nous sommes en désaccord avec Althusser lorsqu'il prétend que ce serait "...seulement du point de vue des classes, c'est-à-dire de la lutte des classes, qu'on peut rendre compte des idéologies existant dans une formation sociale."<sup>11</sup> Nous allons tenter de montrer, en introduisant le concept d'"interpellations

démocratico-populaires", pourquoi toute forme d'idéologie ne peut être restreinte à une idéologie de classe.

Revenons à notre première question; comment arrive-t-on à saisir l'unité d'un discours idéologique? Selon Laclau, le principe unificateur de tout discours idéologique est le sujet interpellé ainsi constitué à travers ce discours. Si les éléments isolés d'un discours idéologique n'ont aucune connotation classiste en eux-mêmes, notre première tâche devrait être, pour en arriver à saisir l'unité d'un discours idéologique, de reconstruire les structures "interpellatrices" qui la constituent. Mais quel est le mécanisme qui permettrait à différentes interpellations de faire partie d'un discours idéologique relativement unifié? Cette interrogation nous renvoie à notre deuxième question posée un peu plus haut; quel est le processus de transformation des idéologies? Pour répondre à cette dernière interrogation, Laclau nous propose d'abord de poser le lien existant entre les idéologies et la lutte des classes.

Pour ce dernier, le concept de lutte de classes peut être discuté à deux niveaux. D'abord au niveau du

mode de production où les rapports de production constituent les deux pôles en classes et, ensuite, au niveau d'une formation sociale concrète où les luttes entre classes ne deviennent intelligibles que si les rapports de domination politique et idéologique, caractérisant cette formation sociale, sont articulés. Ainsi, il existerait deux genres d'antagonisme; un premier, au niveau abstrait du mode de production, et un second, intelligible qu'au niveau des formations sociales. Quel genre de lien pouvons-nous établir entre les idéologies repérables à l'intérieur de ces deux niveaux de rapports antagoniques?

Dans une perspective marxiste bien connue, la formulation d'une réponse à cette question ne pose habituellement aucun problème; tout élément idéologique possède une connotation classiste facilement identifiable et toute contradiction peut être réduite, en première ou en dernière instance, à une contradiction de classe. En fait les deux genres d'antagonismes ne sont pas articulés, le deuxième pouvant être réduit au premier.

Si, par exemple, se présente un cas où le bloc au pouvoir est en opposition à la petite bourgeoisie, à

la classe ouvrière et à la paysannerie, la situation devient alors plus complexe mais elle n'en est pas pour le moins modifiée. On conclura que ces divers groupes doivent réaliser une "alliance de classe", à l'intérieur de laquelle chacun de ces groupes doit se rallier à sa propre idéologie, ses propres intérêts et, si possible, à son propre parti dans leur lutte contre l'ennemi commun.

De plus, si cette lutte engendrait une série de contenus idéologiques à l'intérieur d'interpellations démocratico-populaires allant au-delà des idéologies propres aux différentes forces en présence, ceci serait rejeté en tant qu'élément de rhétorique.

"If, within this perspective, the priority of certain democratic tasks is asserted, this is because there are some bourgeois tasks yet to be fulfilled: this is where combined and unequal development is summoned to explain the more complex combinations and alliances, which never call into question the reduction of all contradictions to class contradictions."<sup>12</sup>

A l'encontre de cette approche, Laclau propose la thèse suivante; si la première contradiction, au niveau

du mode de production, est exprimée, au niveau idéologique, par l'interpellation des agents en tant que classes, la seconde contradiction s'exprime, de son côté, par l'interpellation des agents en tant que peuple vis-à-vis le bloc au pouvoir. Alors que la première contradiction est le cadre de la lutte des classes, la seconde est celui de la lutte démocratico-populaire.

Si nous voulons que ce concept de "lutte démocratico-populaire" demeure une catégorie théorique, nous devons nécessairement s'abstenir de considérer toute interpellation non classiste comme une interpellation démocratico-populaire. Si tel était le cas, cette dernière notion ne deviendrait alors qu'une catégorie purement résiduelle. Pour être en mesure de parler d'une interpellation démocratico-populaire, le sujet ainsi interpellé en tant que "peuple" doit se trouver dans un rapport antagonique avec le bloc dominant. De plus, le concept de démocratie recouvre, dans notre travail, beaucoup plus qu'une notion qui engloberait à peu près tout ce qui entretient une liaison avec les institutions parlementaires libérales, ou de simples revendications ayant comme objectif

la reconnaissance de plus grandes libertés individuelles et un meilleur partage des biens. Tenant son origine dans la philosophie libérale, cette conception de la démocratie réduit les agents sociaux au statut juridique et ne permet pas de dépasser certaines formes de participation garanties à chaque individu par le système juridique.

Laclau définissait ainsi le concept de démocratie; "...by democracy we understand a set of symbols, values, etc. - in short, interpellations - through which the 'people' grows aware of its identify through its confrontation with the power bloc."<sup>13</sup> C'est un processus qui aboutirait à la formation d'un sujet historique articulant à la fois le socialisme et la démocratie. Nous aurons l'occasion de nous arrêter plus longuement sur cette conception des luttes démocratiques à l'intérieur de la prochaine partie du travail.

De son côté, le "peuple" ne doit pas être considéré comme une conception libérale et abstraite qui se serait introduite presque frauduleusement dans le discours marxiste. S'il est évident que le peuple n'a pas d'existence

au niveau économique des rapports de production, il n'en demeure pas moins, qu'au niveau idéologique, il constitue une détermination objective du système qui est différente de la détermination de classe. Parce que, à la base de la théorie marxiste, il est affirmé que les rapports de production maintiennent toujours, en dernière instance, le rôle déterminant dans toute formation sociale, ceci nous permet d'établir la priorité de la lutte des classes sur la lutte démocratico-populaire dans la mesure où cette dernière n'a pas d'existence au niveau des rapports de production. Cette priorité est confirmée par le fait que les idéologies démocratico-populaires ne se trouvent jamais séparées mais articulées aux discours idéologiques des classes. La lutte de classes au niveau idéologique consiste donc, dans une très large mesure, dans une tentative d'articuler les interpellations démocratico-populaires à l'intérieur des discours idéologiques des classes antagoniques. Toutes les classes luttent, un niveau idéologique, simultanément comme classe et comme peuple.

Dans la mesure où la lutte idéologique est une pratique produisant des sujets, cette intégration des interpellations démocratico-populaires à l'intérieur du discours des classes, consiste en l'interpellation d'un sujet en qui sont condensées des interpellations partielles. Ainsi, c'est à travers la lutte des classes, qui opère par la production des sujets et par l'articulation/désarticulation des discours que les idéologies se transforment.

Conséquemment différents types d'idéologies peuvent naître à l'intérieur de la classe ouvrière. Une erreur serait de considérer ces divers éléments idéologiques comme un frein ou une barrière à l'accomplissement des intérêts objectifs de classe, comme si la classe ouvrière se trouvait nécessairement affaiblie par l'intrusion d'éléments étrangers. Nous croyons, au contraire, que le discours idéologique de la classe ouvrière consiste précisément en l'articulation des interpellations idéologiques objectives de la classe ouvrière avec les interpellations démocratico-populaires, propres à une formation sociale concrète. Ce

n'est qu'à travers ce processus d'articulation que le discours idéologique d'une classe peut se présenter comme un discours hégémonique. En agissant autrement, on cède le terrain de la lutte hégémonique à la classe dominante.

L'étude des revendications nationales n'échappe que fort difficilement à cette difficulté. C'est à l'intérieur d'une analyse critique très virulente des travaux de Hobsbawm sur la question nationale que Mascotto et Soucy ont été appelés à formuler les remarques suivantes:

"Désigner le nationalisme comme idéologie bourgeoise signifie tout simplement reproduire le discours idéologique de l'adversaire, de l'Autre qui domine, assujettit, subjuge et subordonne; réduire la nation à l'idéologie nationale, à l'Etat-nation, c'est capituler devant le discours des classes dominantes, c'est leur reconnaître un droit exclusif (et pourtant usurpé), un monopole dans et de la question nationale; cela revient, en définitive, à leur abandonner le terrain de l'offensive, à abdiquer dans la lutte idéologique qui, on ne sait trop pourquoi, ne serait que l'apanage des classes dominantes."<sup>14</sup>

Et, de poursuivre ces derniers:

"Prétendre que les 'marxistes en tant que tels ne sont pas nationalistes' c'est croire que les classes ne sont pas nationalistes ou plus exactement que seules les classes dominantes le sont et peuvent l'être pleinement et que si le nationalisme imprègne la conscience de la classe ouvrière, c'est par l'effet de l'idéologie nationale des classes dominantes."

L'interpellation nationale a été longtemps et continue encore souvent d'être articulée au discours idéologique de la bourgeoisie. Cependant on ne peut considérer que cette interpellation est, en quelque sorte soudée à ce dernier discours pour de bon. L'interpellation nationale est souvent ancrée au fond de la conscience populaire comme une source potentielle de radicalisation. Malheureusement le discours politique de la gauche est souvent structuré de telle façon qu'il exclut, en temps que principe, toute articulation avec une revendication qui n'est pas une revendication de classe.

Tout cet appareil théorique mis au point par Laclau nous a permis à la fois de réduire considérablement cette détermination mécanique de classe dans l'analyse des idéologies et d'élargir le champ de la lutte des

classes, dans la mesure où il est possible d'intégrer à l'intérieur d'un discours émancipateur, une foule d'éléments et d'interpellations qui étaient apparus, jusqu'à maintenant, constitutifs du discours idéologique bourgeois ou petit bourgeois. Certaines formes de revendications nationales constituent, peut-être, l'exemple le plus indiqué.

La prochaine partie du travail s'intéressera à la formulation d'une théorie sur l'autonomie spécifique des interpellations démocratico-populaires dans le but de replacer l'analyse des revendications nationales à l'intérieur d'une stratégie populiste de transformation sociale.

1. BOURQUE, Gilles, L'Etat capitaliste et la question nationale, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1977, p. 135.
2. LACLAU, Ernesto, Politics and Ideologies in Marxist Theory, London, New Left Books, 1977, p. 94.
3. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 98-99.
4. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 99.
5. ALTHUSSER, Louis, "Idéologie et appareils idéologiques d'Etat", La Pensée, no. 151, juin 1970, p. 29.
6. ALTHUSSER, Louis, Ibid., p. 26.
7. ALTHUSSER, Louis, Ibid., p. 36.
8. FOSSAERT, Robert, La Société, tome 3; les appareils, Paris, Seuil, 1977, p. 22-23.
9. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 101.
10. FOSSAERT, Robert, Ibid., p. 23.
11. ALTHUSSER, Louis, Ibid., p. 38.
12. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 106.
13. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 107.
14. MASCOTTO, Jacques et SOUCY, Pierre-Yves, Sociologie politique de la question nationale, Montréal, Albert St-Martin, 1979, p. 10.
15. MASCOTTO, Jacques et SOUCY, Pierre-Yves, Ibid., p. 49.

V HEGEMONIE, DEMOCRATIE ET POPULISME; LA TOILE DE  
FOND DANS L'ANALYSE DE LA QUESTION NATIONALE

Certains auteurs, particulièrement au Québec, ont retenu toute l'importance qu'il fallait accorder au concept de populisme dans l'examen de nouvelles revendications nationales. Malheureusement, on s'aperçoit assez rapidement que ce concept de populisme est souvent utilisé comme un synonyme de nationalisme; et toute la construction théorique qui en suit n'a, comme seul fondement, cette reconnaissance rhétorique. On n'arrive pas à découvrir précisément à quoi se réfère ce concept. Effectuant une revue critique du récent ouvrage de Mascotto et Soucy, Démocratie et nation, Louis Quéré arrivait à cette conclusion:

"Ils vont même jusqu'à préconiser un renforcement de la stratégie populiste dans le mouvement québécois, celle-ci étant la meilleure garantie de son engagement dans une action de transformation sociale et culturelle. Le problème est que leur concept de populisme reste flou."

Notre première tâche, fort délicate, consistera donc, à partir de certaines thèses suggérées par Ernesto Laclau<sup>2</sup>, à la construction théorique du concept de populisme. Ensuite, nous tenterons de formuler quelques hypothèses qui aideraient à circonscrire le lien que nous voulons établir entre le populisme, les revendications nationales et le processus de transformation sociale. Si Laclau introduit dans son ouvrage certaines notions qui nous semblent fondamentales, il apparaît cependant que plusieurs d'entre elles, empruntées judicieusement au vocabulaire gramscien, manquent d'un appui théorique solide qui permettrait au chercheur de les utiliser dans une analyse dynamique, propre au contexte social et historique de certaines formations sociales du centre. Nous faisons particulièrement référence aux notions d'hégémonie, de société civile et de démocratie. Nous croyons que l'analyse de certaines revendications nationales doit se situer quelque part au carrefour de ces différentes formulations.

Il ne fait aucun doute que le concept de populisme a toujours présenté des difficultés assez particulières

quelle que soit la période ou conjoncture historique à l'intérieur de laquelle il a résurgi. Très peu de notions ont été utilisées aussi fréquemment dans des analyses politiques contemporaines tout en ne s'appuyant pas sur un contenu théorique précis.

Intuitivement, nous savons vaguement à quoi peut faire référence cette notion. Cependant, on continue de discourir sur une idéologie ou un mouvement populiste sans souvent même se donner la tâche de traduire toutes ces intuitions en des concepts. A cette difficulté de bien saisir le contenu théorique du populisme, Laclau en signale une seconde qui consiste à déterminer à quel type de phénomènes sociaux correspond le populisme. Après avoir suggéré quelques propositions qui pourraient contribuer à surmonter ces difficultés, l'auteur nous proposera ensuite une perspective théorique axée sur le concept d'interpellation démocratico-populaire.

Des courants de pensée fort diversifiés ont tenté avec, dans la plupart des cas, plus ou moins de succès, de cerner le contenu théorique précis du populisme. Ou bien, dans un premier temps, on a pu définir cette

notion - à la fois en tant que mouvement social et idéologie - comme "...the typical expression of a determinate social class..."<sup>3</sup>, ou bien, en d'autres occasions, on refuse carrément de considérer le populisme comme une catégorie analytique pertinente. Selon Laclau une telle approche s'expliquerait du fait que ces différents chercheurs ont des "...difficulties of establishing the class connotations of populism..."<sup>4</sup> En conséquence ces auteurs suggèrent que cette notion soit tout simplement rayée du vocabulaire marxiste et remplacée par une analyse empirique de ces différents mouvements. On a la ferme conviction qu'une analyse de classe éliminerait du même coup le problème du populisme, perçu généralement comme une pure illusion. On se souviendra de la longue discussion que nous avons eue sur la distinction entre le réel et l'imaginaire en tant que point de départ de l'analyse des idéologies, et de l'élément idéologique national en particulier.

Dans les deux cas cette confusion au sujet de l'analyse du populisme tiendrait son origine dans la difficulté d'appréhension du lien qu'une idéologie populiste entretient inévitablement avec la structure et les

contradictions de classe existant, à l'intérieur d'une formation sociale donnée. - Laclau signale, en ces termes, ces problèmes qui émanent de ces différentes tentatives de théorisation du populisme:

"Therewith, however, our exploration of theories of populism seems to become circular: we started by pointing out the impossibility of linking the strictly populist element to the class nature of a determinate movement; we then analysed theories which present it as the expression of situations in which classes cannot fully express themselves as such; now we conclude that the ideological features which result from these situations only make sense if we refer them to the structures of which they are part, that is to class structures".

Pour l'auteur, cette confusion serait le résultat d'une double incompréhension concernant la saisie de ce lien dont nous faisons précédemment la mention; "...the general problem of class determination of political and ideological superstructures, and the forms of existence of classes at the level of these superstructures".<sup>6</sup> Ce sont deux problèmes fort différents car, affirmer la détermination classiste des superstructures ne nous donne

pas pour autant la forme par laquelle cette détermination s'exerce. Seule une conception réductionniste aura permis à plusieurs auteurs d'identifier la première difficulté à la seconde. A l'intérieur de cette position marxiste fort répandue, chaque élément idéologique ou politique a nécessairement une appartenance de classe et une classe s'exprime nécessairement à travers de chacun de ces éléments. Il devient à ce moment impossible de parler de détermination par les classes; ces dernières ne font qu'absorber les composantes superstructurelles. Déjà, nous avons fait remarquer que ce genre d'interprétation se prête bien aux perspectives economicistes qui théorisent la superstructure comme un simple reflet des rapports de production.

Nous comprenons plus facilement pourquoi cette conception dominante du rapport entre les classes et l'idéologie se soit heurtée à des problèmes irrémédiables dans l'analyse du populisme, son coeur balançant entre le réduire à l'expression de ses intérêts de classe ou à l'immaturité d'une classe. A l'instar de Laclau, nous laisserons tomber cette formulation réductionniste et.

définirons les classes comme "...the poles of antagonistic production relations which have no necessary form of existence at the ideological and political levels."<sup>7</sup>

Une telle définition s'accompagne de l'idée que les contenus inscrits dans les pratiques idéologiques et politiques ne peuvent plus être considérés comme étant mécaniquement les formes d'existence des classes à ces niveaux. A ce propos, l'auteur ne manque pas de souligner que "...the class character of an ideology is given by its form and not by its content."<sup>8</sup> Tel que nous l'avions fait remarquer dans un chapitre précédent, la forme d'une idéologie est donnée par le principe d'articulation de ses différentes interpellations; le caractère classiste d'un discours idéologique se laissant découvrir par ce principe d'articulation spécifique.

Examinons de plus près le cas du nationalisme.

Peut-on affirmer, à l'instar de thèses encore défendues par une majorité de penseurs marxistes, que tout élément idéologique national est inévitablement articulé au discours de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie? Pour faire

suite aux propositions que nous avons émises plus haut, nous croyons que l'élément idéologique national n'a aucune connotation classiste en soi; cette dernière ne prendrait toute son intelligibilité qu'à partir de son articulation avec d'autres éléments idéologiques. Laclau mentionne quelques exemples qui illustrent de manière probante dans quelle mesure l'élément idéologique national a pu être articulé à différents projets de classes.

Prenant l'exemple de l'Allemagne sous le régime de Bismarck, l'auteur démontre comment une classe féodale a pu associer le nationalisme avec le maintien d'un système autoritaire et hiérarchique de type traditionnel. D'un autre côté, la bourgeoisie a pu allier le nationalisme avec le développement d'un Etat-nation centralisé dans sa lutte contre le particularisme féodal, en faisant simultanément appel à l'unité nationale comme moyen pour neutraliser certains conflits de classes. Enfin des organisations et partis de gauche ont tenté d'articuler, dans un même discours idéologique, nationalisme et socialisme. A titre d'exemple, nous pourrions mentionner le maoïsme qui a su, non seulement dénoncer la trahison

des classes capitalistes face à la cause nationale, mais aussi réarticuler nationalisme et socialisme dans une même lutte unitaire.

Certains défendraient l'opinion que la revendication nationale assume une présence tellement distincte à l'intérieur de chacun de ces quelques exemples qu'il devient impossible d'en découvrir un élément commun de compréhension. Pour Laclau ce serait plutôt que "...certain common nuclei of meaning are connotatively linked to diverse ideological - articulatory domains".<sup>9</sup> Souvent les discours politiques de classes en lutte consistent justement en des efforts antagoniques à l'intérieur desquels chaque classe se présente comme le véritable représentant du "peuple" ou de "l'intérêt national". L'adoption de la seconde proposition amène finalement l'auteur à conclure que les classes "...exist at the ideological and political level in a process of articulation and not of reduction."<sup>10</sup>

Cette articulation requiert, dès lors, la présence de contenus non classistes - interpellations et contradictions - à partir desquels les pratiques

idéologiques de classe opèrent. Ainsi l'idéologie de la classe dominante, précisément parce qu'elle est dominante, interpelle à la fois les membres de cette classe et les membres des classes dominées. Cette classe dominante interpelle les membres des classes dominées en ayant comme objectif de résorber ou neutraliser ces contenus idéologiques qui peuvent être l'expression d'une résistance ou d'une opposition. La méthode la plus répandue pour atteindre cet objectif fondamental consiste tout simplement à faire disparaître un antagonisme de manière à le réduire à une simple différence.

Ces quelques propositions nous amèneront à poser une question de première importance dans notre travail; dans quelle mesure les revendications et mouvements nationaux ne créent-ils pas une brèche dans les stratégies hégémoniques mises en place par les classes dominantes dans leurs efforts de neutralisation politico-idéologique de la classe ouvrière et de l'incorporation des classes dans les nouvelles structures élargies de l'Etat?

Nous pensons, à l'instar de Laclau, qu'une classe est hégémonique, "...to the extent that it can articulate different visions of the world in such a way that their potential antagonism is neutralised",<sup>11</sup> et non pas, comme le laisse souvent entendre une version simplifiée, quand elle réussit à imposer uniformément une conception du monde au reste de la société. Et la classe dominante assumerait efficacement son rôle hégémonique de deux principales façons: "...through the articulation into its class discourse of non-class contradictions and interpellations; ...through the absorption of contents forming part of the ideological and political discourses of the dominated classes".<sup>12</sup> De leur côté, les idéologies des classes dominées prennent forme à partir de projets qui visent à développer des antagonismes qui existent en puissance à l'intérieur d'une formation sociale donnée.

A l'encontre de certaines théories qui assignent à chaque élément idéologique une appartenance de classe, nous croyons que ces projets de transformation sociale formulés de manière telle qu'ils ont comme objectif

l'articulation d'interpellations proprement classistes avec des interpellations démocratico-populaires ne sont pas que le résultat d'un subterfuge des classes dominantes ou d'un développement vicié de la "conscience de classe". Au contraire, affirme Laclau: "...this kind of phenomenon would correspond to those situations where the non-class interpellations and contradictions in which the individual participates are subjected to the articulating principle of a class distinct from that to which the individual belongs."<sup>13</sup> En définitive, on peut dire qu'une classe n'est présente aux niveaux idéologique et politique que dans la mesure où elle lutte pour son hégémonie. Nous aurons l'occasion de nous arrêter plus longuement sur notre conception de l'hégémonie et des luttes hégémoniques à l'intérieur de ce que plusieurs ont appelé la "nouveau structurelle" du capitalisme avancé.

Nous pouvons tirer de ce qui précède une conclusion de première importance; il est possible de déceler l'appartenance de classe d'un mouvement ou d'une idéologie et, du même coup, affirmer la propriété non-classiste de certaines des interpellations qui le

constituent. Cette proposition nous permet de lever le voile sur une bonne partie des difficultés rencontrées lors de notre brève analyse de courants théoriques concernés par l'étude du populisme. En effet, poursuit Laclau:

"If we can prove that the strictly populist element does not lie in the movement as such, nor in its characteristic ideological discourse - for these always have a class belonging - but in a specific non-class contradiction articulated into that discourse, we will have resolved the apparent paradox."<sup>14</sup>

Attardons-nous d'abord à la notion de peuple, qui a été l'objet d'une immense variété de définitions et qui est omniprésente dans toutes les tentatives de théorisation d'expériences populistes. A l'intérieur d'une perspective théorique très répandue, le populisme se distinguerait des autres formes de mouvements ou d'idéologies par sa sollicitation du peuple au-dessus des divisions de classes. Non seulement cette définition est fautive dans la mesure où un discours populiste peut avoir pour référent, à la fois le peuple et les classes,

mais aussi, elle laisse sous-entendre que tout appel au peuple le transforme forcément en un discours populiste. Depuis toujours cette notion de peuple est demeurée sans statut théorique déterminé. L'objectif de Laclau sera maintenant de démontrer que cette notion de peuple est associée à une contradiction particulière qui, bien qu'elle ne soit pas encore théoriquement définie, est de toute première importance dans l'analyse d'une conjoncture politique.

A l'intérieur d'un précédent chapitre, nous avons convenu de définir le peuple comme l'un des deux pôles de la contradiction dominante au niveau d'une formation sociale concrète. Terrain par excellence de la lutte démocratico-populaire, cette contradiction entre le peuple et le bloc au pouvoir repose sur tout un réseau complexe de rapports de domination politiques et idéologiques propres à une formation sociale. Rappelons aussi que cette lutte démocratico-populaire se trouve toujours articulée à des projets de classes. Enfin Laclau fait mention d'une dernière proposition fort importante qui vient préciser le lien qu'il tente d'établir entre ces deux formes de lutte.

"...in turn, as political and ideological class struggle takes place on a terrain constituted by non-class interpellations and contradictions, this struggle can only consist of antagonistic projects for the articulation of those non-class interpellations and contradictions."<sup>15</sup>

Si nous partageons avec l'auteur la plupart des propositions théoriques mises de l'avant à l'intérieur de son ouvrage, il n'en est pas de même pour les quelques indications suivantes. Selon ce dernier, tout cet appareil théorique devrait nous permettre une meilleure compréhension d'un phénomène qui aurait souffert d'un type d'explication fort inadéquat à l'intérieur du marxisme; "...the relative continuity of popular traditions, in contrast to the historical discontinuities which characterise class structures".<sup>16</sup> Ce serait à travers les valeurs et les symboles véhiculés par ces traditions que les sujets interpellés découvrirait un principe d'identité. La contradiction entre le peuple et le bloc au pouvoir ne saurait être que le résultat du réseau complexe d'interpellations, produit de cette nécessaire continuité des

traditions populaires. Plus encore, la prétention de l'auteur de vouloir expliquer toute forme de résistance à l'oppression en général, et à l'Etat en particulier, à partir du plein épanouissement des traditions populaires, pêche non seulement par un excès de "sentimentalisme historique", mais aussi par une carence évidente dans l'analyse des récentes formes de résistance à l'idéologie dominante; seule une telle analyse nous permettrait de voir pourquoi ces traditions populaires peuvent coexister avec de nouvelles formes de revendications populaires à l'intérieur d'une stratégie populiste orientée vers la conquête de la démocratie par les classes dominées.

L'analyse de la question nationale n'a que très rarement échappé à cette tentation d'expliquer la reviviscence de ces revendications nationales par un ardent désir de "retourner aux sources de l'authentique réalité nationale". Nous émettrons l'hypothèse que les nouvelles formes de revendications nationales s'inscrivent à l'intérieur d'une tentative, de la part des classes dominées, d'enrayer les stratégies hégémoniques des classes dominantes en réinventant de nouvelles formes

de démocratie. Nous avons retenu certaines catégories analytiques proposées par Laclau précisément parce qu'elles laissent entrevoir la possibilité d'un tel type de questionnement.

Si nous avons réussi à préciser le contenu théorique du concept de "peuple", en signalant la contradiction particulière dont il est un des pôles, il demeure que nous n'avons pas encore spécifié la particularité du populisme. A cet égard, on ne pourrait se contenter de qualifier de populiste un discours où prédomineraient des interpellations démocratico-populaires. Toutefois nous savons que ce qui convertit un discours idéologique en un discours populiste est une forme particulière d'articulation d'interpellations démocratico-populaires. Laclau formulait ainsi sa définition du populisme: "Our thesis is that populism consists in the presentation of popular - democratic interpellations as a synthetic - antagonistic complex with respect to the dominant ideology".<sup>17</sup> Et l'auteur d'ajouter: "Populism starts at the point where popular-democratic elements are presented as an antagonistic option against the ideology of the dominant bloc."<sup>18</sup>

Pour les classes dominés<sup>19</sup> la lutte idéologique consistera précisément à développer et articuler cet antagonisme, implicitement actif dans les interpellations démocratiques, avec leur discours de classe. Se réfugiant derrière une obscure pureté de classe, plusieurs des dirigeants et organisations de la classe ouvrière se sont refusés à considérer l'articulation de ces revendications démocratiques avec leur propres discours de classe comme une dimension essentielle de leurs luttes. A l'intérieur de la perspective théorique que nous avons mise de l'avant, une telle prise de position signifie un refus de participer à la lutte hégémonique. Nous croyons que la revendication nationale se situe au coeur de plusieurs de ces enjeux démocratiques. En s'enfermant derrière une apparente limpidité de classe, la classe ouvrière laisse ainsi aux classes dominantes la voie libre dans l'exercice de la domination nationale. Ces dernières réussissent alors à neutraliser le potentiel antagonique de certaines interpellations démocratiques nationales en transformant ce potentiel antagonique en une simple différence.

Si, comme le prétend Laclau, "...the emergence of populism is historically linked to a crisis of the dominant ideological discourse..."<sup>20</sup>, notre prochaine tâche sera de tenter de découvrir quels sont, aujourd'hui, les enjeux hégémoniques sous-jacents à la mise en place et au renforcement d'une stratégie populiste de transformation démocratique.

Il nous est d'abord apparu important de reprendre plus en profondeur la discussion sur les concepts gramsciens d'hégémonie et de luttes hégémoniques dans le contexte social des dernières deux décennies. Si, au départ, la notion d'hégémonie a été introduite par Gramsci comme un principe politique donnant lieu à la reformulation de la transformation socialiste en Occident, à l'époque de la restructuration du capitalisme et de l'échec de certaines expériences révolutionnaires, elle a connu, depuis lors, de multiples interprétations.

Reposant sur une conception marxiste de l'idéologie dominante et des appareils idéologiques d'Etat, la notion d'hégémonie a été perçue comme un simple complément-renforcement de l'Etat dans sa volonté d'intégration des mécanismes et appareils idéologiques.

D'un autre côté, elle a été interprétée, à l'intérieur de courants autogestionnaires, comme l'élaboration d'un consensus qui prendrait racine dans le développement autonome de la société civile. C'est sur la base de cette dernière proposition que s'élabore notre conception de l'hégémonie.

Entendue comme principe critique anti-étatiste qui ne réduit plus la démocratie à la seule forme d'Etat ou à son aspect strictement juridique qui évince les masses de toute initiative, l'hégémonie peut d'abord se définir comme "...une stratégie d'acquisition du consentement actif des masses par leur auto-organisation, à partir de la société civile et dans tous les appareils d'hégémonie: de l'usine à l'école ou à la famille. Ceci afin de créer une volonté politique collective, à la fois nationale et populaire".<sup>21</sup> Et cette dernière d'ajouter; "...cette auto-organisation dépassera le seul cadre ouvrier, elle touchera avec des formes politiques nouvelles les dépossédés de l'histoire, mouvements anti-colonialistes et nationaux."<sup>22</sup>

A notre époque, c'est peut-être à l'intérieur de ce type d'interpellations démocratiques que se cristallise

la contradiction entre le peuple et le bloc au pouvoir et où réside, potentiellement, l'élément strictement populiste. Nous pensons que la lutte nationale, articulée au discours idéologique des classes dominées, peut se situer d'emblée à l'intérieur de ces revendications démocratiques à vocation populiste. Conséquemment la stratégie hégémonique de la classe ouvrière consiste moins à s'arc-bouter prioritairement sur l'Etat mais bien à assumer le plein épanouissement de l'initiative démocratique des masses. La classe ouvrière ne peut se poser comme classe hégémonique si elle continue de reproduire le caractère "passif" de l'étatisme:

"La stratégie de guerre de position et d'hégémonie va de la société civile - d'une hégémonie conquise dans une démocratie de masse et une révolution culturelle du quotidien - à l'Etat. Faute de quoi, l'Etat reproduit des formes pathologiques de politique, des révolutions passives du capitalisme ou du socialisme."<sup>23</sup>

L'apparition historique de nouveaux mouvements sociaux ou populaires a beaucoup contribué à faire éclater ces anciennes identifications de la politique aux

seuls cadres étatiques: "...les mobilisations populaires s'inscrivent souvent à l'intérieur d'un registre d'autogestion ou de démocratie directe qui n'a, somme toute, que peu de choses à voir avec l'idée de conquête du pouvoir d'Etat."<sup>24</sup> A l'intérieur de ces nouvelles tendances libératrices il faut remarquer que la reconstruction des luttes sociales et politiques contre l'Etat ne se réalise pas dans les cadres institutionnels du système en place.

Elles ouvrent ainsi la voie à la mise en place d'une stratégie populiste de transformation sociale, orientée vers la création d'un nouvel espace politique, une alternative à la démocratie bourgeoise. Un nouveau discours est né de ces revendications qui ont non seulement été l'occasion d'ouvrir la discussion sur les limites de cette démocratie bourgeoise mais aussi d'éprouver de nouvelles formes de démocratie et de solidarité. La recherche et la construction du socialisme ne peut plus ignorer ni se passer de ce nouveau type d'interpellations démocratiques qui, à la fois, remettent en cause des modes de vie et des pratiques politiques et ouvrent le chemin vers l'unification de la classe ouvrière et des différents sujets démocratiques.

Nous réaffirmons du même coup une thèse fondamentale que nous avons énoncée plus tôt; la transformation idéologique des consciences ne sera possible qu'à la condition que soient investis tous les domaines de la vie sociale où s'impliqueront conjointement tous les groupes dominés dans l'élaboration d'un consensus qui se définirait en rupture avec l'idéologie dominante..

Mais en quoi les revendications nationales s'inscrivent-elles dans ce registre d'interpellations démocratiques qui peuvent arriver à se cristalliser dans leur lutte commune contre l'idéologie libérale bourgeoise et s'articuler à un discours populiste de la classe ouvrière?<sup>25</sup> En premier lieu, nous pensons que cette revendication nationale attaque le centre même d'un des éléments qui assure la reproduction de la domination dans la démocratie bourgeoise; nous voulons parler de cette notion de "peuple souverain", qui a, comme objectif premier, la fragmentation et l'atomisation de ce "peuple" dans les libertés individuelles. De l'avis de Mascotto et Soucy, l'articulation de cette notion de "peuple souverain" au

discours idéologique libéral "...répond à des objectifs politiques précis et se rattache à un projet de société qui écarte d'emblée toute solution d'émancipation collective..."<sup>26</sup>

Une critique de l'idéologie libérale vise donc cette appropriation du peuple et de la démocratie que le libéralisme a toujours fait sienne en formulant la thèse de l'impossibilité de la démocratie à l'extérieur du libéralisme. A l'intérieur de certaines de leurs expressions idéologiques et politiques, les mouvements nationaux, associés aux revendications particulières des secteurs les plus touchés par la crise du capitalisme, s'attaquent ainsi à l'historicité des notions de peuple et de démocratie: "La revendication de la démocratie enrayer le discours que la société opère sur elle-même, elle bloque son système d'action et conteste, défie, son historicité".<sup>27</sup>

L'échec du marxisme dans sa réflexion sur la question nationale réside dans le fait qu'on ne cesse d'octroyer à la bourgeoisie le rôle de créateur de la nation et des notions de peuple et de démocratie qui lui


seraient intimement et indéfiniment associées. Nous pensons au contraire que l'interpellation démocratique nationale lui est antithétique:

"Aussi comprenons-nous maintenant pourquoi et combien la conscience nationale dans sa volonté d'affirmer une présence collective séparée et de résister à l'incorporation culturelle et au nivellement des styles de vie, contribue à une ouverture normative publique de la pratique politique et conteste l'idéologie libérale".<sup>28</sup>

De notre côté, nous maintenons l'idée que le discours idéologique de la classe ouvrière, dans sa quête de domination hégémonique, doit se rallier à ces interpellations populaires qui constituent le foyer de la contestation du bloc au pouvoir et de la construction d'un projet alternatif de société. Articulés à ces nouvelles formes de contestation sociale, les mouvements de libération régionale ou nationale ont contribué, dans une large mesure, à élargir la discussion concernant cette remise en question de la démocratie populaire. Christine Buci-Glucksmann formulait de cette façon sa position sur ces mouvements sociaux:

"Par là même, ils ont modifié le contenu et les frontières de la politique et redéfini des valeurs et des objectifs nouveaux de libération sociale, étrangers à la tradition marxiste ou oubliés... Comment ne pas y voir une extension du champ démocratique dans des domaines longtemps exclus de la politique? La violence ne recouvre pas seulement celle des rapports économiques et de l'Etat; elle concerne les corps et les frustrations symboliques, les destructions d'identité individuelles, régionales ou nationales."<sup>29</sup>

A l'encontre de la thèse évoquée par Mascotto et Soucy selon laquelle, seule, la lutte nationale "... peut démembrer le système idéologique et politique de la domination"<sup>30</sup>, nous croyons plutôt que cette lutte nationale envisagée comme mouvement contestataire de l'idéologie représentative bourgeoise, doit à la fois être nécessairement articulée à d'autres types de revendications démocratico-populaires et être liée à un projet de classe qui ne saurait être autre que celui de la classe ouvrière; d'où notre volonté de suggérer une stratégie populiste de transformation sociale des classes dominées.

1. QUERE, Louis, Compte rendu du livre "Démocratie et nation," Pluriel, no. 22, 1980.
  2. La présentation de cette partie du travail de Laclau ne prétend pas être exhaustive. Nous laissons volontairement de côté certains aspects non sans importance de son exposé. Nous nous référons à ce travail pour son caractère novateur et original tout en demeurant bien conscient des difficultés qu'un tel travail peut comporter. Même si nous demeurons assez fidèle au texte de Laclau, il reste que, sous plusieurs de ses aspects, notre réflexion va souvent au-delà des indications de l'auteur.
  3. LACLAU, Ernesto, Politics and Ideologies in Marxist Theory, London, New Left Books, p. 144.
  4. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 145.
  5. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 158.
  6. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 159.
  7. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 159.
  8. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 160.
  9. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 160.
  10. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 161.
  11. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 161.
  12. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 162.
  13. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 163-164.
  14. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 164.
  15. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 166.
  16. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 166.
  17. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 172-173
  18. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 173.
- 

19. Si, à l'intérieur de notre travail, nous sommes particulièrement concernés par la mise en oeuvre d'un projet populiste des classes dominées, on ne saurait toutefois manquer de souligner, à l'instar de Laclau, que ces interpellations et revendications démocratico-populaires peuvent et ont donné lieu à des expériences populistes de classes ou fractions de classes dominantes.
20. LACLAU, Ernesto, Ibid., p. 175.
21. BUCI-GLUCKSMANN, Christine, "Du consentement comme hégémonie: la stratégie gramscienne", Pouvoirs, no. 5, Paris, P.U.F. 1978, p. 78.
22. BUCI-GLUCKSMANN, Christine, Le défi social-démocrate, Paris, Maspero, 1981, p. 304.
23. BUCI-GLUCKSMANN, Christine, Ibid., 1981, p. 303.
24. HAMEL, Pierre et LEONARD, Jean-François, Les organisations populaires, l'Etat et la démocratie, Montréal, Nouvelle Optique, 1981, p. 55.
25. Les quelques formulations suivantes ne prétendent pas apporter de réponses qui seraient définitives ou très bien articulées. Nous croyons que, seule, l'analyse de ces revendications nationales à l'intérieur de formations sociales concrètes permettrait de mettre à l'épreuve les remarques que nous tentons de formuler à titre d'hypothèses.
26. MASCOTTO, Jacques et SOUCY, Pierre-Yves, Démocratie et nation, Montréal, Albert St-Martin, 1979, p. 214.
27. MASCOTTO, Jacques et SOUCY, Pierre-Yves, Ibid., p. 221.
28. MASCOTTO, Jacques et SOUCY, Pierre-Yves, Ibid., p. 216-217.
29. BUCI-GLUCKSMANN, Christine, Ibid., 1981, p. 303.
30. MASCOTTO, Jacques et SOUCY, Pierre-Yves, Ibid., p. 235.

CONCLUSION

Nous espérons que les quelques remarques formulées dans ce travail constituent non seulement les premières étapes d'une réflexion théorique plus approfondie mais aussi - et peut-être surtout - le point de départ d'une recherche qui porterait sur l'enjeu national à l'intérieur de la situation politique québécoise actuelle. Nous aimerions d'ailleurs consacrer les dernières lignes de ce travail à ce propos.

Dans un premier temps nous tâcherons de voir très brièvement pourquoi, vers la fin de la décennie soixante, on a pu affirmer qu'une partie importante de la gauche québécoise avait su mettre de l'avant "...une conception de l'indépendance et des stratégies de lutte nationale d'inspiration socialiste et populiste."<sup>1</sup>

Soulignons d'abord que l'histoire de la gauche québécoise se confond dans une très large mesure avec le développement du nouveau nationalisme. Contrairement à ce qu'en pensent plusieurs auteurs québécois, ce ne sont pas les efforts d'une certaine bourgeoisie autochtone,

en quête de domination économique et territoriale, qui ont fait renaître les discussions autour du thème de la question nationale.

Concernant cette période au tournant des années soixante-dix, Pierre Hamel et Jean-François Léonard suggèrent l'hypothèse que différents types de revendications démocratiques avaient réussi, malgré plusieurs divergences, à développer des liens organiques entre eux visant la création d'une certaine dynamique sociale unitaire.

Les auteurs font référence au mouvement étudiant, aux groupes populaires ainsi qu'au mouvement ouvrier. Ils signalent qu' "...à travers ces luttes les militants ont fait un apprentissage de la démocratie populaire qui faisait rupture avec la démocratie bourgeoise".<sup>2</sup>

Selon ces derniers, l'occupation armée du Québec en octobre 1970 visait précisément à briser cette dynamique sociale qui se profilait depuis quelques années entre ces différents regroupements se définissant en rupture avec les stratégies hégémoniques du bloc au pouvoir.

En ce qui a trait à la question nationale - bien que ce thème ne soit pas au centre de leurs

préoccupations - ils émettent l'opinion "...que cette menace (remise en question du bien fondé de la démocratie bourgeoise) est présente dans une partie du mouvement de libération nationale québécois".<sup>3</sup> A l'intérieur de cette dynamique sociale, présente au Québec vers la fin des années soixante, nous croyons qu'il faut conférer aux revendications nationales une place beaucoup plus importante que celle qui leur est habituellement dévolue. Notre hypothèse peut ainsi se résumer; non seulement l'interpellation nationale se serait avérée être l'expression de la conscience et de la mobilisation mais aussi, et surtout, le domaine référentiel de ces interpellations populaires démocratique en articulation avec le mouvement ouvrier québécois se définissant en opposition avec le bloc au pouvoir. C'est en ce sens qu'on aurait pu qualifier de populiste ces stratégies de lutte nationale d'inspiration socialiste. L'éclatement de cette dynamique unitaire - résultat de l'occupation armée du Québec par l'Etat canadien - et le désavouement de la lutte nationale et des luttes menées par les groupes populaires par une gauche caricaturale ont eu, comme résultat, la démobilisation presque complète des forces

libératrices au Québec. Depuis lors, l'interpellation nationale se serait majoritairement trouvée articulée aux discours idéologiques d'autres groupes ou forces en lutte ayant démontré leur incapacité à se démarquer du pouvoir d'Etat. La venue au pouvoir du parti québécois a par ailleurs concrétisé ce mouvement d'appropriation étatique de la question nationale et de l'organisation sociale du consensus.

Pourtant certains indices nous permettent de croire que ce monopole de l'organisation et de la résolution de la question nationale accordé au Parti Québécois est plus que jamais remis en question.

L'échec subi lors du référendum et l'incapacité du Parti Québécois à étendre sa base populaire ont eu comme effet de créer une crise d'hégémonie dans le domaine de la question nationale au Québec.

Tous les espoirs que l'on avait fondés au lendemain de la victoire du Parti Québécois font maintenant place à une critique de plus en plus large de la part des organisations syndicales et de certains regroupements populaires qui ne trouvent pas de place dans cette volonté d'organisation de la nation dans l'Etat.

La crise nationale générée par ces différents facteurs laissent peut-être entrevoir la possibilité de réhabiliter et renforcer ce projet populiste de transformation démocratique.

1. LAURIN-FRENETTE, Nicole et LEONARD, Jean-François, L'impasse: enjeux et perspectives de l'après-référendum, Montréal, Nouvelle Optique, 1980, p. 16.
2. HAMEL, Pierre et LEONARD, Jean-François, "Les organisations populaires dans la dynamique sociale québécoise", Politique aujourd'hui, No. 7-8, 1978, p. 112.
3. HAMEL, Pierre et LEONARD, Jean-François, Les organisations populaires, l'Etat et la démocratie, Montréal, Nouvelle Optique, 1981, p. 179.

OUVRAGES CITES

- ALTHUSSER, ~~Louis~~, Pour Marx, Paris, Maspero, 1966
- ALTHUSSER, Louis, "Idéologie et appareils idéologiques d'Etat", La Pensée, 151, mai-juin 1970.
- ANDERSON, Perry, Sur Gramsci, Paris, Petite Collection Maspero, 1978.
- BOURQUE, Gilles et LAURIN-FRENETTE, Nicole, "Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec, 1760-1970", Socialisme Québécois, 20, 1970
- BOURQUE, Gilles, L'Etat capitaliste et la question nationale, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1977.
- BUCI-GLUCKSMANN, Christine, "Du consentement comme hégémonie: La stratégie gramscienne", Pouvoirs, 5, Paris, P.U.F., 1978.
- BUCI-GLUCKSMANN, Christine, Le défi social-démocrate, Paris, Maspero, 1981
- CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, "Unité prolétarienne et diversité nationale: Lénine et la théorie de l'autodétermination", Revue française de sciences politiques, xxi; 2, 1971
- DULONG, Renaud, Les régions, l'Etat et la société locale, Paris, P.U.F., 1978.
- FOSSAERT, Robert, La Société, tome 3; Les appareils, Paris, Seuil, 1977.
- GRAMSCI, Antonio, Gramsci dans le texte, Paris, Editions sociales, 1977.
- HALARY, Charles et MASCOTTO, Jacques, "Dialectique matérialiste et matérialisme historique", Les cahiers du socialisme, I, 1978.
- HAMEL, Pierre et LEONARD, Jean-François, "Les organisations populaires dans la dynamique sociale québécoise", Politique aujourd'hui, 7-8, 1978
- HAMEL, Pierre et LEONARD, Jean-François, Les organisations populaires, l'Etat de la démocratie, Montréal, Nouvelle optique, 1981.

- HAUPT, Georges, LOWY, Michael et WEILL, Claudie, Les marxistes et la question nationale 1848-1914, Montréal, l'Étincelle, 1974.
- LACLAU, Ernesto, Politics and Ideology in Marxist Theory, London, New Left Books, 1977.
- LAURIN-FRENETTE, Nicole, Production de l'État et formes de la nation, Montréal, Nouvelle optique, 1978.
- LAURIN-FRENETTE, Nicole et LEONARD, Jean-François, L'impasse: enjeux et perspectives de l'après-référendum, Montréal, Nouvelle optique, 1980.
- LeBORGNE, Louis, "Idéologie nationale ou idéologie de l'État national", Pluriel, 17, 1979.
- LEGARE, Anne, Les classes sociales au Québec, Montréal, Presses de l'Uqam, 1977.
- MARX, Karl, Le manifeste du parti communiste, Paris, 10-18, 1962
- MASCOTTO, Jacques et SOUCY, Pierre-Yves, Sociologie Politique de la question nationale, Montréal, Albert St-Martin, 1979.
- MASCOTTO, Jacques et SOUCY, Pierre-Yves, Démocratie et nation, Montréal, Albert St-Martin, 1980.
- POULANTZAS, Nicos, Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui, Paris, Seuil, 1974.
- QUERE, Louis, Compte rendu du livre "Démocratie et nation", Pluriel 22, 1980.
- YAARI, Arieh, Le défi national: Les théories marxistes sur la question nationale à l'épreuve de l'histoire, Paris, Anthropos, 1978.